

ANNALES
UNIVERSITATIS MARIAE CURIE-SKŁODOWSKA
LUBLIN — POLONIA

VOL. X, 3

SECTIO G

1963

Z Katedry Teorii Państwa i Prawa UMCS
Kierownik: prof. dr Grzegorz Leopold Seidler

György ANTALFFY

Esquisse de la pensée politique hongroise jusqu'à la révolution bourgeoise
de 1848—49

Zarys węgierskiej myśli politycznej do rewolucji burżuazyjnej
1848—49 r.

Развитие венгерской политической мысли до революции 1848—49 гг.

I

1. On situe le début de la pensée politique en Hongrie à l'époque où la société hongroise éprouva le besoin de résoudre un problème qui n'avait pas surgi dans les États féodaux de l'Ouest. C'était notamment celui de l'organisation de la défense contre les conquérants turcs, laquelle, parallèlement à la résistance à la politique expansionniste des Habsbourg, signifiait aussi la lutte pour l'existence nationale du pays¹.

Quant aux traits principaux de la politique, l'évolution de la société hongroise au XV^e s. ne s'était pas encore écartée de l'évolution européenne en général. En particulier, elle ne se distinguait pas des conditions économiques, sociales et idéologiques de l'empire germano-romain voisin.

Après l'extinction de la dynastie arpadienne, les souverains féodaux hongrois se trouvaient mêlés aux luttes pour le pouvoir des princes occidentaux. Du fait de leurs relations familiales et politiques ils participaient aux rivalités autour du trône impérial².

¹ A. Móds: *400 év küzdelem az önálló Magyarországért (400 ans de lutte pour la Hongrie indépendante)*, Szikra, Budapest 1951, pp. 23—24.

² B. Karácsonyi: *Magyarország története a 14. század elejétől 1526-ig (Histoire de Hongrie depuis le début du 14^e siècle jusqu'en 1526)*, Felsőökt. Jegyzetell. V, Budapest 1957, pp. 86—114.

L'agression turque imposa aux classes dominantes hongroises une conduite politique nouvelle³.

D'une part, la politique de la défense contre les Turcs eut pour suite que les rois de Hongrie furent peu à peu évincés de la lice politique principale de l'Europe; d'autre part — au milieu de nouvelles conditions de classe que s'étaient produites en conséquence du développement économique, signalant les possibilités de l'évolution capitaliste, la question principale de la politique était celle de la création d'un pouvoir central⁴. L'agression turque motivait également la prétention y relative.

Dans la défense contre les Turcs, les classes dominantes se voyaient vis à vis de deux voies politiques.

Fallait-il s'appuyer sur le pouvoir des Habsbourg ou recourir aux forces des serfs dans une guerre nationale?

La classe dominante suivait une politique incohérente. Tantôt elle coquetait avec l'idée de l'insurrection populaire, tantôt elle fut prise de panique et s'attendait à l'aide politique des Habsbourg; ceci faisant elle entraînait le pays vers la catastrophe. Au point de vue objectif cependant l'agression turque avait accéléré le processus au cours duquel le peuple se formait en nation; mais, puisqu'elle a, en même temps, enrayé l'évolution capitaliste en Hongrie, le processus de la formation du peuple en nation s'effectuait dans des conditions de classe et des conditions économiques arriérées, par conséquent dans des conditions politiques sous-développées⁵.

Le règne national de Mathias Corvin (1440—1490) et de sa monarchie féodale centralisée⁶ indiquait que, grâce à l'évolution nationale, il réussirait à mettre obstacle à l'agression turque. Mathias Corvin, cependant, ne recourut pas au moyen de l'insurrection populaire dont s'était servi son père János Hunyadi pour endiguer l'attaque des Turcs. Dans sa

³ L. Elekes, G. Székely: *Magyarország története (Histoire de Hongrie)*, t. I, 1^e partie (1438—1526), Cours universitaires polycopiés, Akad. K., Budapest 1954, pp. 72—192.

⁴ L. Elekes: *A központosító politika belső erőforrásai a XV század második felében (Les ressources intérieures de la politique de centralisation dans la deuxième moitié du XV^e siècle)*, Magyar Tört. Társ., Budapest 1955.

L. Elekes, G. Székely: *Magyar történet (Histoire de Hongrie 1320—1526)*, Felsőokt. Jegyzetell. V., Budapest 1954, pp. 175—255.

⁵ *A magyar nép története (Histoire du peuple hongrois)*, par G. Heckenast, M. Incze, B. Karácsonyi. etc. *Művelt Nép*, Budapest 1953, pp. 182—188, 240—243.

⁶ E. Mályusz: *A magyar rendi állam Hunyadi korában (L'État féodal hongrois à l'époque de Hunyadi)*, 1^e et 2^e parties. *Századok XCI* (1957), pp. 46—123, 569—602.

politique turque il fut obligé à se tenir sur la défense. Afin de réaliser ses buts politiques il mit sur pied, à l'instar des occidentaux, une armée de mercenaires bien rétribuée⁷.

Tout cela témoigne de ce que Mathias Corvin n'a pas mesuré le danger ottoman dans toute son étendue et qu'il n'a pas concentré les forces du pays à la défense encore que sa politique intérieure y eût préparé un terrain propice. En plus, il désirait lui-même intervenir dans la politique occidentale et convoitait le trône germano-romain⁸.

Ses campagnes en Bohême et en Autriche n'augmentaient pas, mais, au contraire, affaiblissaient la possibilité de la défense contre les Turcs puisqu'elles épuisaient le pays et financièrement et militairement. D'aucuns prétendent que, par l'acquisition du trône, Mathias Corvin visât à unir les forces européennes contre le danger ottoman⁹. Si cette conception pouvait être prouvée, on pourrait situer les débuts de la formation de la pensée politique hongroise à l'époque de son règne. Les recherches historiques cependant ne nous en fournissent pas de preuve.

Mathias était plutôt un roi de la Renaissance chrétienne qu'un roi national. Sa politique était déterminée non seulement par ses propres aspirations occidentales, mais encore par la politique de conquête des Habsbourg portant vers l'Est.

2. À l'époque de la domination turque, lors de la consolidation du pouvoir des Habsbourg en Hongrie, il faut chercher les traces du développement de la pensée politique hongroise au cours du déploiement de la lutte d'indépendance engagée contre le féodalisme turc et la domination allemande des Habsbourg¹⁰.

La pensée politique s'est développée en se rattachant, quant à son idéologie, aux luttes de la Réformation et la contre-réformation, et, quant à son économie, aux conditions qui s'étaient formées lors de l'accentuation des contradictions existant entre la classe dominante et la paysannerie¹¹.

⁷ L. Elekes: *Mátyás és kora (Mathias et son époque)* Művelt Nép, Budapest 1956, p. 188.

⁸ *Mátyás kortársak között, Irások — levelek (Mathias et ses contemporains, Documents — lettres)*, Introd. par. L. Elekes, Bibliotheca, Budapest 1957, p. 201.

⁹ Bonfini: *Mátyás király, Tíz könyv a magyar történelemből (Le roi Mathias, Dix livres de l'histoire hongroise)*, Magyar Helikon, Budapest 1959.

¹⁰ E. Molnár: *A magyar társadalom története az Árpádkortól Mohácsig (Histoire de la société hongroise de l'époque arpadienne jusqu'à Mohács)*, Szikra, Budapest 1949, pp. 316—339.

¹¹ I. Sinkovics: *Magyar történelem (Histoire de Hongrie) 1526—1711*, Felsőökt. Jegyzetell. V, Budapest 1953, pp. 291—358.

Miklós Zrinyi (1620—1664), poète et ban de Croatie, fut le premier qui dans son oeuvre fit la synthèse de la pensée politique à un niveau scientifique ¹².

Après la mort de son père en décembre 1626, Ferdinand II confia l'éducation de Miklós et de son frère à Péter Pázmány qui les fit élever d'abord au collège jésuite de Graz, puis dans celui de Nagyszombat et qui tâchait d'exercer son influence personnelle sur l'enseignement scolaire.

Leurs études terminées, les deux frères partirent pour l'Italie où ils séjournèrent presque deux ans.

Dès son retour en sa patrie en 1637, Miklós Zrinyi livra aux Turcs quelques combats de moindre importance; il les expulsa du Muraköz et les chassa des frontières de la Croatie.

C'était au cours de ces luttes qu'il se fit chef de guerre. En 1645, à l'appel du roi, il partit pour la première fois guerroyer au-delà des frontières de son pays. Il se battait contre les Suédois à la tête de son armée qu'il avait mise sur pied à ses frais et dont il supportait les dépenses.

Ses services lui valurent le rang de capitaine de Croatie, titre qui correspondait au rang de général d'aujourd'hui. En 1646 il se distingua dans la bataille de Légrad. En récompense de ses brillants exploits il fut nommé, en 1647, ban et capitaine suprême de Croatie.

En 1652—53 il bataillait contre les Turcs sans fin ni trêve, en 1661 il éleva la forteresse de Uj-Zerin sur l'île de la Mura et de la Drave, juste en face de Kanizsa.

Bien que la paix avec les Turcs fût conclue en 1662, Zrinyi ne cessa de lutter contre cet ennemi, affirmant que les Turcs non plus n'observaient la paix.

L'année 1664, la dernière de la vie de Zrinyi, fut la plus glorieuse. Avec son armée il avançait vers Eszék pour détruire le fameux pont de l'ennemi et lui couper la retraite. Chemin faisant, il occupa Berzence, Babocsa, embrasa les fortifications extérieures de Szigetvár, prit d'assaut Pécs et Segesd et brûla le pont fortifié de Eszék. Il assiégea ensuite Kanizsa, mais les généraux des troupes allemandes ne voulaient pas faire la guerre selon son plan et abandonnèrent leurs positions autour de la forteresse.

Toute l'Europe retentissait des éloges de Zrinyi.

Le grand-vizir turc avait fait reconstruire le pont d'Eszék et franchit le fleuve avec son armée pour marcher contre Uj-Zerin, afin de redresser

¹² Z. Harsányi: *A XVI század irodalma, Zrinyi Miklós, Gyöngyösi István kuruckor* (La littérature de XVI^e siècle, Miklós Zrinyi, István Gyöngyösi, l'époque kouroutz), Felsöokt. Jegyzetell. V, Budapest 1953, pp. 20—30.

la gloire des armes ottomanes à laquelle Zrinyi avait porté un coup fatal. L'armée de Montecuccoli qui stationnait aux bords de la Mura regardait, les bras croisés, la garnison de Zrinyi se défendre. Péter Zrinyi accourut avec 4000 hommes au déblocage de Uj-Zerin et en vain conjurait Montecuccoli d'allier ses forces aux siennes pour attaquer les Turcs. Ainsi les Turcs occupèrent le fort à peu de frais, le sapèrent et le firent sauter.

Cette manière d'agir abreuva d'amertume Zrinyi qui, dans sa lettre adressée aux États styriens qui demandaient du secours, condamna avec violence le procédé inouï des généraux chrétiens ayant permis aux Turcs d'avoir occupé sans coup férir, une forteresse si importante.

Lorsque, après la victoire de Saint-Gothard, Léopold II, cédant à la persuasion de Montecuccoli, signa la paix de Vasvár qui portait fortement préjudice aux intérêts hongrois, Zrinyi se rendit sur le coup à Vienne pour protester contre la conclusion de la paix, mais ses protestations ne servirent à rien.

À partir de ce temps il se retira, la mort dans l'âme, dans son château de Csáktornya et ne cessa pas d'attaquer, oralement et par écrit, la politique de la cour viennoise et le traité de paix de Vasvár.

Ayant reçu en 1664 une invitation du roi à se rendre à Vienne afin d'assister au Conseil, il remettait de jour en jour son voyage.

Il s'apprêta à partir pour Vienne le 18 novembre, et ce jour même, il organisa une chasse aux alentours de Csáktornya. À cette chasse, il trouva la mort — selon certains historiens et la tradition, il a été tué à l'ordre de la cour viennoise¹³.

Miklós Zrinyi, par les principes politiques élaborés sous le rapport de la lutte contre les Turcs et les Allemands, par sa stratégie et tactique politique et militaire, s'était élevé déjà au-dessus des conditions sociales-combatives particularistes de son époque. Dans sa conception politique il s'était écarté des guerres de forteresse des nobles et, au lieu de froncer contre les Habsbourg, il avait mis au point un plan politique d'ensemble et l'a doté d'un caractère populaire national correspondant au niveau scientifique de l'époque¹⁴.

Le but principal qu'il se proposait était la concentration des forces nationales contre l'occupant turc, sur une base plus large que celle de la noblesse, pour que la libération du pays se lie à l'affranchissement du pouvoir des Habsbourg.

¹³ T. Klaniczay: *Zrinyi Miklós (Miklós Zrinyi)*, Akad. K., Budapest 1954, p. 548.

¹⁴ *Zrinyi Miklós összes művei (Oeuvres complètes de Miklós Zrinyi)*, 1^{er} vol.: *Ceuvres poétiques. Oeuvres en prose*; 2^e vol.: *Lettres*, Szépirod. Kiadó, Budapest 1958.

La conception politique de Zrinyi s'est développée progressivement¹⁵, encore que la lutte contre les Turcs. C'est la force morale du peuple

L'idée dominante de son oeuvre poétique *Le désastre de Sziget* n'est hongrois et sa solidarité qu'il veut faire revivre afin de briser le pouvoir des Turcs. Il veut se servir de l'exemple du passé pour ressusciter les forces morales.

Parmi ses écrits politiques, celui intitulé *Le remède contre l'Opium Turc* s'élève non seulement contre le pouvoir ottoman. C'est en même temps un acte d'accusation contre les Habsbourg dont l'aide contre les Turcs ne consiste qu'en paroles, en phrases.

Sa reconnaissance des faits peut être résumée à ce que la nation hongroise, bien que dans sa lutte contre les Turcs elle n'ait pas reçu d'appui des Habsbourg, n'en était pas moins capable de reconquérir l'indépendance du pouvoir ottoman affaibli.

Il dénonce la politique militaire des Habsbourg dans son pamphlet intitulé *Plaintes douloureuses* où il critique la méthode opérationnelle de Montecuccoli.

Dans les ouvrages de théorie militaire¹⁶ tels que *Le petit traité de campagne* et *Le lieutenant vaillant* il s'élève au-dessus d'étroits intérêts de classe. Nous voyons en lui l'homme d'État et le stratège qui avait successivement reconnu l'importance de l'intégration du peuple dans les luttes de libération.

Ces oeuvres témoignent en même temps de sa compétence dans la littérature politique et dans l'histoire militaire basée sur Machiavel.

Dans les réflexions sur la vie du roi Mathias, Zrinyi se révèle partisan de la royauté nationale absolue. À côté de l'attitude frondeuse de la majorité de la noblesse hongroise, dans les conditions de l'époque, cette conception semble être progressiste, même révolutionnaire. Par rapport à celle-là, les idées politiques des milieux nobiliaires de la guerre d'affranchissement dirigée par Rákóczi signifiaient une régression.

La littérature marxiste traitant de Zrinyi apprécie hautement son activité politique et militaire. Tibor Klaniczai, par ex., l'appelle le grand classique de la théorie politique et stratégique. „C'est lui — écrit-il — qui fut le premier à créer une théorie politique originale en langue hongroise...” Et il ajoute que „comme théoricien militaire, aussi bien que comme général il doit à juste titre être mentionné parmi les plus grands sur l'échelle mondiale”.

¹⁵ Zrinyi Miklós prózai munkái (Oeuvres en prose de Miklós Zrinyi), Réi., introd. et comm. par Á. Markó. Budapest 1939, p. 378.

¹⁶ Zrinyi Miklós hadtudományi munkái (Ouvrages de théorie militaire de Miklós Zrinyi). Introd. par L. Benczédi, G. Perjés. Zrinyi Kiadó, Budapest 1957, p. 491.

Ses idées politiques reflètent le processus de formation du peuple hongrois en nation, et dont une étape importante est précisément celle que Zrinyi a créée pour la théorie politique.

Ses ouvrages se caractérisent par une perspective européenne. Il entretenait des rapports avec plusieurs personnages et centres importants de la politique mondiale et de la théorie politique de son époque. Il jugeait de manière synthétique les proportions des forces nationales, des forces des Turcs et des Habsbourg. Sa conception internationale s'explique entre autres par le fait qu'il s'était détaché de la philosophie scolastique de Pázmány, qu'il avait lu Bodin et Gassendi, qu'il connaissait probablement, au moins en partie, les oeuvres de Bacon, Comenius et Descartes.

Zrinyi avait fixé le programme de l'absolutisme national, à une époque où la fronde nationale considérait comme opportun de maintenir l'ancien état féodal, respectivement de retourner aux époques antérieures du féodalisme. Il considérait le programme de l'affranchissement national comme réalisable uniquement avec le concours des forces populaires nationales des serfs.

3. C'étaient les serfs de la glèbe, pressurés et harcelés, qui pliaient sous le faix de la domination turque, l'occupation allemande et les aspirations frondeuses particularistes des seigneurs hongrois.

La lutte contre le pouvoir des Habsbourg s'accroît dans les années précédant la guerre de Trente Ans. Au cours de cette guerre on put envisager d'évincer d'abord les Habsbourg du territoire de la Hongrie pour que les forces de la nation nobiliaire pussent ensuite se retourner contre les Turcs.

Dans la lutte anti-Habsbourg, les campagnes de Bocskai et de Bethlen, appuyées par les masses populaires et recourant à l'aide turque, agissaient dans le sens du maintien du particularisme transylvanien.

L'époque ne se caractérisait cependant pas uniquement par ces campagnes, mais aussi par les révoltes paysannes de plus en plus fréquentes. Leur modèle politique était l'insurrection paysanne dirigée par György Dózsa en 1514.

La critique idéologique des actions paysannes, critique appliquée par Engels à l'insurrection des paysans allemands, respectivement qu'il avait établie à la suite de celle-ci, peut être rapportée — *mutatis mutandis* — aussi aux révoltes des paysans et des serfs hongrois.

Après le refoulement des Turcs, les révoltes paysannes prirent une tournure nouvelle. À cette époque la charge de l'entretien des soldats impériaux et l'établissement en Hongrie de la nouvelle noblesse de la cour accablaient non seulement les serfs et les bourgeois des bourgs,

mais menaçaient de ruine la domination d'anciennes familles des grands propriétaires¹⁷.

C'était dans des conditions sociales pareilles que se développa, au cours du processus de la formation en nation et encore au milieu de graves antagonismes de classe, le caractère du mouvement populaire initial de la lutte d'affranchissement, dirigée par Ferenc Rákóczi II. C'était alors que se créa l'union passagère des insurgés de la noblesse avec les serfs et paysans révoltés. Ferenc Rákóczi II naquit en 1676, et mourut en 1735 à Rodosto en Turquie¹⁸.

Il est connu qu'après la reddition de la forteresse de Munkács, les orphelins Rákóczi sont rentrés en possession de leurs biens. Ferencz Rákóczi pourtant, placé sous la surveillance du cardinal Kollonics, fut envoyé à Neuhaus au collège des Jésuites. Après son mariage contracté en 1697 il fut élevé au rang de prince impérial.

Cependant le gouvernement militaire impérial avait installé le régime de terreur. Le terrorisme provoqua toute une série de révoltes paysannes et évoqua l'inquiétude aussi parmi les nobles de la Haute-Hongrie. C'est au cours de ces mouvements que Rákóczi fit la connaissance de Miklós Bercsényi, dont le rôle politique sera d'une importance décisive. En 1703, suivant le désir des paysans et à leur aide, il mit en marche sa campagne en Hongrie.

Rákóczi pourtant s'opposa bientôt à la politique du soulèvement populaire, d'une part parce qu'il la considérait comme inexpédiente au point de vue militaire, d'autre part parce que, à cause de l'action des comitats septentrionaux, l'influence des nobles allait en s'accroissant. En vertu des résolutions de l'assemblée nationale tenue à Szécheny en 1705, il liquida le caractère populaire de l'insurrection et établit l'organisation d'État à l'instar de la fédération de la noblesse polonaise. C'était au fond la ressuscitation du particularisme. L'insurrection avait perdu son caractère révolutionnaire et, à partir de ce moment, le mouvement tomba en décadence.

Le travail organisateur et politique de Rákóczi était d'une extrême importance. Il établit des relations internationales avec Louis XIV, aussi bien qu'avec Pierre le Grand. L'insurrection conduite par lui dépassa — surtout dans sa phase initiale — les cadres de l'État féodal des Ordres. Personnellement il avait de la compréhension à l'égard des prétentions des serfs, il portait tous ses efforts à mettre sur pied une armée indépendante, et fit preuve de tolérance en matière religieuse.

¹⁷ Klaniczay: *op. cit.* I. Acsády: *A magyar jobbágyság története (Histoire des serfs hongrois)*, Budapest 1944.

¹⁸ B. Köpeczi, A. Várkonyi: *II Rákóczi Ferenc (François II Rákoczi)* Művelt Nép, Budapest 1955, p. 407.

Il y a donc lieu de constater que sous beaucoup de rapports la politique de Ferenc Rákóczi accuse des traits bourgeois, surtout si nous considérons sa politique économique¹⁹.

Bien que *Mes Mémoires* et *Confessions* n'aient vu jour que pendant son exil en France, grâce à leur style intéressant et la clarté de la suite des idées politiques y exposées, ces ouvrages donnent un aperçu net des côtés forts et faibles de l'insurrection.

La ligne de la direction politique de Rákóczi est loin d'être unitaire. Les inégalités sont dues, autant à la lutte exacerbée entre les forces de classe, qu'à sa propre indécision politique.

Aussi ses mémoires témoignent-ils plutôt d'une sorte de résignation piétiste, et si, dans un certain sens, on peut considérer cet auteur comme exécutant des plans politiques de Zrinyi, il lui manque d'optimisme caractéristique de ce dernier²⁰.

4. La répression de l'insurrection de Ferenc Rákóczi clôture une période historique: fût-ce en tant que partie de l'empire unifié et dans des conditions semicoloniales, mais la Hongrie s'engagera dans la voie de l'évolution bourgeoise. Cette évolution se poursuit dans un rythme lent et dans des limites étroites²¹.

Les positions du féodalisme se raffermirent par le trait nouveau des rapports avec la maison autrichienne, avec la création de la noblesse nouvelle²². Il se forma le cercle des seigneurs auliques qui, par la politique réactionnaire de la maison des Habsbourg protégeant le féodalisme, influencèrent fatidiquement le cours de l'histoire de Hongrie.

Dès le milieu du XVIIIe siècle, la Hongrie connut pourtant un puissant essor spirituel, dont les répercussions politiques aboutirent à la conspiration d'Ignac Martinovics²³. Cette conspiration fut encouragée par l'expansion des lumières ainsi que par influence que les idées de la révolution française exerçaient sur les couches intellectuelles de la noblesse hongroise²⁴.

¹⁹ G. Heckenast: *A Rákóczi szabadságharc (La guerre d'indépendance de Rákóczi)*, Művelt Nép, Budapest 1953, p. 143.

²⁰ G. Bónis: *Szabadság és alkotmány Rákóczi emlékirataiban (Liberté et constitution dans les mémoires de Rákóczi)*, Puszták Népe III (1948) pp. 155—165.

²¹ *II Rákóczi Ferenc emlékiratai (Mémoires de François II Rákóczi)*, Trad. par I. Vas, Introd. par Z. P. Pach., Szépirod. K., Budapest 1951, p. 243.

²² G. Mérei: *Magyarország történelme (Histoire de Hongrie) 1711—1790*, Jegyzetellátó V, Szeged 1952, pp. 7—16.

²³ G. Ember, I. Wellmann, É. H. Balázs: *Magyar történelem (Histoire de Hongrie) 1711—1790*, Felsőokt. Jegyzetell. V., Budapest 1957, pp. 21—36.

²⁴ K. Benda: *A magyar jakobinus mozgalom története (Histoire du mouvement des jacobins hongrois)*, Akad. K., Budapest 1957, p. 95.

Ignac Martinovics naquit en 1755. Il fut décapité en 1795. Ses ouvrages relatifs aux sciences naturelles et aux mathématiques lui valurent une grande réputation. En 1791 il devint chimiste de cour de Léopold II et conseiller impérial et royal. Une année plus tard il était de service dans le ministère impérial des affaires étrangères. Déjà au début du règne de Frédéric II, l'absolutisme éclairé, caractéristique du règne de Joseph II et Léopold II, céda sa place à un gouvernement réactionnaire.

Martinovics possédait des relations étendues sur tout le territoire de la Monarchie et en Hongrie, il entretenait des rapports avec Ferenc Gyurkovics, professeur de politique de l'Université de Pest. Ces connexions s'étendaient jusqu'aux Jacobins²⁵. Afin de propager ses idées et de préparer le soulèvement, il constitua deux sociétés: celle des Réformateurs et celle de la Liberté et de l'Égalité²⁶. La première visait à créer une république nobiliaire au service de la noblesse moyenne, la deuxième tâchait à mettre en application en Hongrie les idées de la révolution française.

C'était Martinovics qui composa le programme de la Société de la Liberté et de l'Égalité, sous le titre de *Catéchisme de l'Homme et du Citoyen*.

La conception organisatrice de Martinovics avait de l'envergure; il voulait développer son parti en parti monolithique, dans lequel le rôle dirigeant aurait incombé aux intellectuels nobles²⁷.

Cependant le travail d'organisation n'avancait que lentement et malgré que le nombre des intellectuels nobles sympathisants dépassât essen-

²⁵ *A magyar jakobinusok, Iratok, Levelek, Naplók (Les jacobins hongrois, Documents, Lettres, Journaux)*, Réd., introd. par K. Benda, Bibliotheca, Budapest 1957, p. 319.

²⁶ I. Kató: *A magyar jakobinusmozgalom (Le mouvement des jacobins hongrois)*, Magyar Tört. Társ., Budapest 1951, p. 38 (Tirages à part de Századok 1950, no. 1—4).

²⁷ *A magyar jakobinusok iratai*, 3. köt, *Naplók, feljegyzések, röpiratok (Les documents des jacobins hongrois, 3^e Vol. Journaux, notes, pamphlets)*, Réd. par K. Benda, Akad. K., Budapest 1952, p. 452.

A magyar jakobinusok iratai (Les documents des jacobins hongrois) 2. köt, A magyar jakobinusok elleni felségsértési és hűtlenségi per iratai (Les documents des jacobins hongrois, 2^e vol. Les documents du procès de lèse-majesté et de haute-trahison des jacobins hongrois) 1794—1795, Réd. par K. Benda, Akad. K., Budapest 1952, p. 861. *A magyar jakobinusok iratai*, 1. kötet. *A magyar jakobinusmozgalom iratai (Les documents des jacobins hongrois, 1^{er} vol. Les documents du mouvement des jacobins hongrois)*, Réd. par K. Benda, Akad. K., Budapest 1957, p. 1142.

²⁸ I. Martinowics: *Filozófiai írások (Écrits philosophiques)*, Trad. par E. Kolozsvári Grandpierre. Budapest 1956, p. 168.

tiellement celui des membres enrôlés, l'organisation ne parvint pas aux masses serviles et ne put y parvenir.

Martinovics connaissait les idées philosophiques de son époque, ses oeuvres philosophiques révèlent son idéologie matérialiste, ses ouvrages politiques — sa pensée républicaine et révolutionnaire, qui rattachait les aspirations au mouvement jacobin et le relevait des cadres hongrois²⁸

Son compagnon de lutte le plus célèbre fut József Hajnóczy le juriste²⁹.

II

À l'époque des guerres contre Napoléon, la demande en produits agricoles a fortement augmenté. Cette conjoncture économique a hâté le processus du passage à l'économie de métayage amorcée déjà depuis le XVIIIe siècle. Du fait des avantages offerts par la simple coopération, les métayages basés sur le travail gratuit des serfs s'avéraient plus productifs que les censés.

En plus, le propriétaire terrien disposait de l'ensemble des produits. Cela amena les propriétaires terriens à augmenter les terrains gérés par le métayage au détriment, en premier lieu, des terres de caractère non censier cultivées par les serfs. En conséquence une partie considérable de la paysannerie fut évincée de l'exploitation des terres qu'elle avait cultivées jusque-là, ou était obligée de payer des redevances plus hautes³⁰.

La main d'oeuvre humaine, privée de ses moyens de production, passe, dans les pays développés de l'Europe Occidentale, dans le trafic des marchandises, autrement dit le paysan devient un ouvrier salarié. En Hongrie ce processus ne s'effectua que partiellement, ou pas du tout. Les conditions féodales de la production se sont maintenues inchangées, vu que, du fait de la situation coloniale, l'accumulation des capitaux ne s'opérait que de façon limitée.

La survivance des conditions féodales de production représentait un obstacle de plus en plus grand pour le développement des forces de la production.

Dans l'industrie c'était invariablement l'artisanat qui dominait, la production industrielle mécanisée n'étant introduite que dans une faible mesure. La raison en était, entre autres, l'insuffisance du marché intérieur qui entravait ainsi le développement plus vigoureux de l'industrie.

²⁸ G. Bónis: *Hajnóczy 1750—1795*, Művelt Nép, Budapest, p. 100. J. Hajnóczy: *Közjogi-politikai munkái (Ouvrages juridiques et politiques)*, Réd. par A. Csizmadia, Akad. K., Budapest 1958, p. 343.

³⁰ E. Arató, G. Mérei, Z. Varga: *Magyarország története (Histoire de Hongrie) 1790—1848*, Felsőokt. Jegyzetell., Budapest 1956.

Les classes des propriétaires féodaux s'engagèrent peu à peu dans la voie de la production des marchandises.

La productivité cependant n'était pas satisfaisante, car, si la prise des terres avait augmenté la grandeur de la propriété, la culture extensive et le système de travail féodal, par contre, n'étaient plus conformes à l'époque et n'aboutirent qu'à la paupérisation de la paysannerie. La solution serait le passage au mode de production capitaliste, mais la majorité des propriétaires ne possédant pas de capital, ce passage ne pouvait être réalisé que par quelques-uns. Toutefois cela était loin de pousser les grands propriétaires à épouser la cause de la transformation capitaliste vis-à-vis du système féodal. Bien au contraire, ils restèrent les défenseurs convaincus du système existant.

Les partisans de la transformation capitaliste sortaient avant tout des rangs de la noblesse moyenne et de la petite noblesse.

Le nombre des membres de la noblesse moyenne était assez élevé, cependant, faute de moyens de subsistance, la plupart en embrassaient des carrières bourgeoises.

Les couches plus aisées continuaient à exploiter leurs terres, mais ne possédant pas de capitaux qui leur permettraient de faire des investissements, ils ne pouvaient pas rivaliser avec les grands propriétaires. En l'absence de crédits, ils avaient recours à l'usure et s'endettaient.

Voilà les circonstances qui amenèrent la noblesse à s'engager dans la voie de la transformation bourgeoise³¹.

Une des particularités du développement hongrois est que, au moment de la naissance des conditions de la production capitaliste, la bourgeoisie était encore extrêmement faible. On relève donc une importante contradiction: le développement des conditions de production reste fort en arrière du développement des forces productrices. Dans les conditions du féodalisme on voit apparaître les particularités du mode de production capitaliste. En même temps la bourgeoisie est très faible et le capital fait défaut.

C'est ainsi que s'explique la situation dans laquelle „la noblesse sur la voie de la transformation bourgeoise” joue un rôle dirigeant dans la lutte pour cette transformation, mais elle y utilise ses moyens et méthodes de caractère typiquement féodal.

Cela impliquait nécessairement la limitation des possibilités du développement, puisque la noblesse était rattachée par tous les liens — sa situation économique et politique, ses conceptions du monde et sa façon de vivre — au féodalisme, tandis que la nécessité économique

³¹ Z. P. Pach: *Az eredeti tőkefelhalmozás Magyarországon (L'accumulation primitive du capital en Hongrie)*, Szikra, Budapest 1952, pp. 59—91.

la poussait vers la transformation bourgeoise³². Bien qu'elle désirât le développement capitaliste et l'amélioration de sa situation économique, elle ne voulait pas renoncer à ses privilèges et, au lieu des actions révolutionnaires radicales, c'est par des réformes qu'elle cherchait à remédier à sa situation.

C'est cette même politique qui se traduit par ses conceptions sur le plan de la nation et des nationalités. Voyant que l'oppression coloniale entravait le développement, elle essayait de desserrer les liens qui la rattachaient à l'Autriche. En même temps pourtant elle n'osait pas recourir à des moyens radicaux, puisqu'elle ne désirait pas la complète indépendance du pays qui la priverait du marché et de la protection, assurés par les rapports avec l'Autriche.

Voilà une conception de caractère typiquement féodal. En effet, à l'époque du développement du capitalisme, la bourgeoisie était toujours partisan de l'indépendance nationale, essayant de créer de son État une unité économique indépendante comme en témoignent le développement français et anglais.

La situation de la noblesse se compliquait du fait des difficultés de sa propre situation économique et du mécontentement grandissant des masses paysannes opprimées. Elle se voyait obligée de s'apprivoiser devant l'Autriche, de peur que la politique des Habsbourg ne dressât contre elle ses propres paysans. Il devint donc une tâche d'importance vitale de se créer une base de masse, c'est-à-dire de se gagner la sympathie de la paysannerie.

Ce fut même cas en ce qui concerne les nationalités qu'il s'agissait également de gagner, afin de pouvoir compter sur leur appui dans la lutte pour l'indépendance.

Faute d'avoir reconnu la situation réelle, la noblesse ne s'approchait pas de la paysannerie, mais, à la diète des années 1832—36, s'efforçait de s'assurer les privilèges³³.

La politique nationalitaire de la classe dominante de la noblesse hongroise était encore plus défavorable. L'attitude égoïste, les vues étroites de la majorité de la noblesse ne firent qu'approfondir les différends existant entre elle et la paysannerie, différends qui se traduisaient par les mouvements paysans.

En conséquence de la frustration des paysans de la terre, la main d'œuvre disponible était considérablement plus grande que la demande.

³² G. Mérei: *Magyarország történelme (Histoire de Hongrie) 1825—1848*, Felsőokt. Jegyzetell. V, Budapest 1955, pp. 3—9, 45—55.

³³ *Szövegyűjtemény a felvilágosodás és a reformkorszak irodalmából (Choix de textes de la littérature de l'époque des Lumières et de l'époque des réformes)*, 1^e partie. Réd. par J. Waldapfel, Tankönyvkiadó, Budapest 1952, pp. 482—499.

Cela permit aux patrons de réduire les salaires et de faire travailler les paysans, les domestiques des fermes pour des salaires de famine. Le salaire des journaliers était un peu plus haut, mais ils ne travaillaient pas plus de 17 à 50 jours environ par année.

La paysannerie acceptait avec de plus en plus d'amertume son sort et cherchait la voie de son salut. L'unique solution qui semblait s'imposer était la possession de la terre et l'affranchissement des serfs. Cette pensée ne se propageait que très lentement dans la conscience des paysans, de sorte que leur lutte manquait d'un esprit de suite et ils se contentaient souvent de revendications partielles.

Cependant les objectifs modérés contribuaient également aux luttes de plus en plus âpres des paysans. À cette époque, les sabotages de la paysannerie, voire même le refus ouvert du travail, devinrent un phénomène général.

Une des manifestations les plus importantes de cette lutte fut la révolte paysanne de 1831, à laquelle environ 45.000 paysans avaient été mêlés.

En même temps l'élite et un groupe assez nombreux de membres de la noblesse reconnurent la nécessité de gagner la paysannerie comme une des conditions de la conquête de l'indépendance. Ils comprirent la politique de Metternich qui pendant la révolte avait découvert ses cartes en disant: „Je tiens le barrage, je ferai de sorte que les flots se déversent sur vous, je vous fais assommer par les paysans”.

Un des combattants les plus éminents du problème paysan fut Ferenc Kölcsey. Le but principal de son activité était de révéler à la noblesse l'impossibilité du système de servage et la nécessité de renoncer aux prestations, car c'était le seul moyen de gagner la paysannerie, „par un intrérêt commun qui rattache tous les membres de la société dans une mesure égale à la patrie”.

Comme membre de la noblesse moyenne, il préconisait bien entendu la forme „à rachat” de l'affranchissement des serfs, permettant à la noblesse de passer plus facilement à la forme d'exploitation capitaliste.

Les idées modérées de Kölcsey étaient extrêmement sympathiques aux couches progressistes de la noblesse; elles furent même appuyées à la diète, ce qui n'empêcha pas la haute noblesse et une partie considérable de la noblesse moyenne de faire échouer la proposition.

La terreur absolutiste succédant à la diète de 1832—36, ainsi que les mouvements incessants des paysans, venaient cependant justifier les réformateurs dont les idées se répandirent dans des milieux de plus en plus étendus. Ainsi à la diète de 1839—40 l'opposition progressiste comptait déjà considérablement plus de membres que lors de la diète précédente.

Non seulement la noblesse moyenne, mais quelques-uns des membres de la chambre haute, comme Lajos et Kázmér Batthányi, László Teleki, József Eötvös, adoptèrent les idées de l'affranchissement des serfs. Le résultat en fut que le rachat des biens féodaux put acquérir enfin force de loi³⁴. Cela cependant ne suffisait pas à unir les intérêts de la noblesse et de la paysannerie, ces contrats de rachat étant plus ou moins rares. En effet, la loi permettait, mais ne prescrivait pas le rachat.

La plus grande difficulté fut que les serfs ne disposaient pas de la somme qui leur aurait permis de se racheter. Ainsi le but envisagé ne fut accompagné que par des résultats partiels.

Jusqu'au milieu des années 40, les mouvements de réforme non seulement ne purent donner quelque résultat, mais n'étaient même pas capables d'assurer les moyens et les conditions nécessaires à la réalisation de leurs buts. Ainsi l'alliance de la noblesse et de la paysannerie ne prit pas forme, quoique sa nécessité finit par s'imposer à tous les esprits.

La politique poursuivie vis-à-vis des nationalités devint de plus en plus âprement nationaliste. Par contre la politique nationalitaire de Vienne s'avéra efficace. Le principe *divide et impera!* fut pleinement appliqué dans le cas des nationalités sur la voie d'une lente transformation bourgeoise et revendiquant ainsi l'indépendance dans une mesure plus au moins grande.

Les mouvements nationaux résultant du développement de la bourgeoisie des nationalités s'envenimèrent encore en conséquence des aspirations nationales hongroises (comme p. ex. l'instauration de la langue officielle hongroise) que les nationalités craignaient et considéraient comme un moyen de leur oppression encore plus forte.

Toutefois les mouvements nationalitaires offraient une particularité qui d'une part facilitait, d'autre part entravait la possibilité du succès du mouvement des réformes. Il s'agit du violent antagonisme qui régnait entre la paysannerie, les serfs et la classe féodale dominante sur les territoires habités par les nationalités.

La paysannerie et les serfs de ces territoires n'étaient pas hostiles à l'idée d'une alliance avec les Hongrois. Cependant, puisque la noblesse ne put pas s'allier avec la paysannerie, leur politique nationalitaire n'aboutit à aucun résultat. En plus, les classes dominantes des nationalités se trouvaient en controverse, en particulier sur le plan économique. Ainsi la politique des réformateurs connut-elle un échec.

³⁴ P. Madai, A. Csizmadia: *Magyar állam és jogtörténet (Histoire de l'État et du droit hongrois)*, II^e semestre, Felsőokt. Jegyzetell. V, Budapest 1960, pp. 104—115.

Ce qui détermina donc l'insuccès de la politique nationalitaire de la noblesse, c'était son égoïsme myope qui l'empêcha de faire alliance avec la paysannerie.

Le continuateur des projets de réformes de Kölcsey fut Lajos Kosuth. Celui-là, reconnaissant les défauts de la loi sur le rachat perpétuel, exigea à la diète de 1839—40 que la loi rendit obligatoire le contrat du rachat, qu'elle fixât la limite supérieure du prix de rachat et que l'État fournit aux serfs un appui matériel.

Cette proposition progressiste et bien plus radicale que le projet de Kölcsey fut rejetée par la noblesse hongroise incapable de se défaire de son égoïsme et de ses vues étroites.

István Széchenyi (1791—1860) jouit de l'éducation des jeunes aristocrates hongrois. Après son service militaire, il parcourut les principaux pays d'Europe. Sa formation et ses talents lui permirent de reconnaître l'état arriéré de sa patrie, et même de se rendre plus ou moins compte des raisons de cet état³⁵. Afin de remédier à cette situation, il étudia d'une manière approfondie la vie économique et politique de l'Angleterre.

Dès son retour, en 1816, il se lança dans la vie publique et commença une carrière qui eut pour but de faire de la Hongrie un pays riche et cultivé.

Il ne se cachait pas devant les difficultés qu'il allait rencontrer. Il savait que le gouvernement autrichien et l'empereur ne reconçaient pas au régime absolutiste. Il n'ignorait aussi avec quelle „jalousie méfiante” ils observaient le développement de la Hongrie.

L'obstacle le plus puissant lui semblait être l'ignorance, les préjugés et le conservatisme de ses compatriotes. C'était pourquoi il s'efforçait de mettre en oeuvre ses idées réformatrices de façon progressive, afin qu'elles se heurtassent à un minimum de résistance.

Compte tenu du caractère agricole et du système féodal du pays, c'était par la relance de l'agriculture qu'il estimait devoir introduire ses projets de réformes. Ainsi, en 1816, il commença par organiser des cours ayant pour but de promouvoir l'élevage des chevaux, puis écrit lui même une traité sur les chevaux. Dans cet ouvrage il exposa la nécessité d'améliorer le système d'élevage et fit des propositions relatives³⁶.

En 1822, il avait obtenu un certain résultat: une partie progressiste de la noblesse hongroise se montra disposée à fonder une société en vue d'améliorer la race chevaline. Cependant, malgré la protection du pa-

³⁵ Cf. A. Berzeniczky: *Gróf Széchenyi István munkáiból (Des oeuvres du comte István Széchenyi)*, I. K., Budapest 1903.

³⁶ I. Széchenyi: *Vom Reitpferde*, 1816, etc.

latin et du conseil de lieutenance, le droit de fonder une telle société lui fut refusé par l'empereur. Cela suffit à convaincre Széchenyi de ce que le souverain entendait priver la Hongrie de la possibilité de moindres innovations.

L'échec ne le désappointait pas. Il n'avait que trop bien su, au moment de s'engager dans la voie des réformes, qu'il aurait à vaincre de nombreuses difficultés.

En 1825, de retour de ses voyages en France et en Italie, il se rendit à la diète de Pozsony.

Cette diète marque un tournant décisif dans sa vie. C'était alors qu'il décida de déployer toute son activité au service de sa patrie³⁷. Dans cet esprit il n'hésita pas à offrir ses revenus d'une année aux fins de la fondation d'une Académie Hongroise des Sciences. Il se fit champion de la lutte ayant pour but d'instaurer le hongrois comme langue officielle du pays. Il contribua activement à la création de l'Académie. Il était celui qui, pour la première fois dans l'histoire du pays, s'exprimât en hongrois dans la chambre haute.

Széchenyi considérait comme une des conditions essentielles de l'essor du pays de réussir à éveiller dans l'âme des aristocrates hongrois, détenteurs des plus grandes fortunes, les sentiments patriotiques et de les rattacher davantage à leur patrie. C'était dans ce but qu'il fonda les différentes sociétés et le Casino National.

Son but était de réveiller et d'unifier la conscience nationale, de développer l'opinion publique, autrement dit de protéger la culture nationale à laquelle il voulait donner comme centre le Pest-Buda de l'époque.

Il va sans dire que ses efforts se heurtèrent à la résistance de la cour de Vienne.

Ses multiples études juridiques, politiques et économiques ont fait mûrir en lui la conviction que la Hongrie ne pouvait être reléevée qu'au prix de développement simultané de sa nationalité, de son niveau intellectuel et de ses ressources matérielles.

L'attitude dont il avait fait preuve à la diète lui assura une très grande popularité et contribua à augmenter son influence.

C'était en premier lieu l'aristocratie qu'il désirait gagner à ses idées.

Toutes les propositions et initiatives inscrites dans son programme de réformes servirent à faciliter la réalisation de ses idées. Elles constituaient les différentes étapes par lesquelles il entendait créer une Hongrie indépendante et économiquement stable.

³⁷ M. Sarló: *Széchenyi és feudális jogrend átalakulása (Széchenyi et la transformation du régime juridique féodal)*, Budapest 1960, p. 158.

Cependant, au cours de son activité publique, il était amené à reconnaître de plus en plus clairement la faiblesse du pays, et de ce fait refusa d'emblée toute attitude susceptible d'entraîner la réprobation du gouvernement.

Il voyait fort bien le danger du „mariage mixte” avec l'Autriche. Toutefois il estimait que, dans les conditions données, rien ne serait plus erroné que de provoquer des heurts qui immanquablement jetteraient la nation en train de se réveiller de son sommeil millénaire.

Széchenyi était partisan des solutions pacifiques.

Sa conception fondamentale était de rendre la Hongrie d'abord indépendante et libre au point de vue économique et, cela fait, conquérir sa liberté politique. C'est pourquoi il s'appliquait de son mieux à promouvoir le développement de l'industrie et du commerce, à fonder la Société de Navigation Danubienne.

La guerre russo-turque révéla aux hommes d'État autrichiens la faiblesse de l'Autriche.

Metternich attendait de la diète hongroise qu'elle contribuât à accroître la force de la monarchie, en vue de quoi la cour était disposée à faire certaines concessions apparentes. Se préparant à la diète de 1830, Széchenyi s'en tenait compte en écrivant, la même année, son ouvrage intitulé *Hitel (Crédit)*³⁸ dans lequel il esquissa, pour la première fois, les contours de sa politique de réformes. Il y exposa qu'une des causes principales de l'état arriéré du pays était l'absence de crédits. Il effleura à peine les griefs constitutionnels, de peur que le gouvernement ne le réduisît au silence.

Au lieu de cela il cherchait la faute dans la noblesse qu'il rendait responsable des institutions périmées et des manques. Il indiquait, comme moyens du progrès, la réorganisation des institutions et de la vie économique, ainsi que l'élévation du niveau de l'instruction publique.

En cherchant la raison de l'absence de crédits, une des entraves les plus importantes du développement économique, il en arriva à conclure que du fait de l'inaliénabilité des propriétés, le créancier ne recevait pas de garanties, de sorte que l'on ne pouvait obtenir que des prêts à usure. Par l'abolition de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux on pourra assurer le crédit qui permettra aux propriétaires de faire des investissements utiles et de s'enrichir.

Il exigeait donc la suppression de cet „ancien système monétaire construit sur un fond moisi”.

L'ouvrage qui peut être considéré comme une des oeuvres littéraires les plus importantes du XIX^e siècle a bouleversé le camp des défenseurs et des contrôleurs de tout ce système „moisi”. Tandis que les con-

³⁸ I. Széchenyi: *Hitel (Crédit)*, 1830.

servateurs lançaient des attaques furieuses contre ce livre, les forces progressistes l'appelaient „un fait national”, le plus grand événement du siècle et son auteur était estimé comme sauveur de la patrie. Kossuth l'apostropha comme le plus grand Hongrois parce qu'il „avait mis ses doigts sur le pouls de son époque et avait compris son battement”.

Le livre, apprécié de manières si différentes, fut critiqué le plus sévèrement par son ami Dessewffy, défenseur des institutions historiques qui avaient fait leur preuve. Széchenyi répondit par un nouvel ouvrage intitulé *Világ (Lumière)*³⁹ dans lequel il insistait sur sa vérité.

Pour faire la synthèse de ces deux ouvrages et pour développer plus amplement les idées qu'ils contenaient, en leur adjoignant de nombreuses pensées nouvelles, Széchenyi écrit en 1832 le *Stádium (Stade)*⁴⁰ et le dédia à la diète se réunissant cette même année. Il y constata que le crédit ne pouvait se constituer que si, à cet égard, il n'y avait pas de privilèges et si toute affaire de ce genre était soumise à un tribunal civil ou commercial. Ceci cependant demandait l'abolition de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux. Pour que la propriété devînt une vraie propriété, l'État devait renoncer à son droit au fisc. La valeur de la terre ne pouvait augmenter que si elle pouvait être dans la possession de n'importe qui. Cela à son tour entraînait nécessairement l'égalité devant la loi.

Széchenyi demandait d'ailleurs l'abolition non seulement des privilèges de la noblesse, mais également de tous les autres, vu que tout monopole ou corporation entrave la libre concurrence qui, pourtant, correspond aux intérêts du pays.

Il exposait ensuite la nécessité d'augmenter la force productrice, ainsi que le fond monétaire du pays et réclamait, dans l'intérêt du commerce, l'amélioration et la modernisation des communications.

L'ensemble de son ouvrage reflète, au delà du programme pour lequel il militait, des tendances à régulariser les rapports entre seigneurs et serfs (égalité dans le commerce, commerce libre) et à introduire les impôts publics.

Dans ses trois ouvrages (*Hitel*, *Világ* et *Stádium*) Széchenyi jette les bases des réformes qu'il préconise, en exposant les conditions de l'essor économique, c'est-à-dire la transformation capitaliste du pays.

Jugée d'après ses oeuvres, l'activité de Széchenyi doit être considérée comme progressiste, d'autant plus que cet auteur ait créé le sol pour les idées révolutionnaires, qu'il ait mobilisé la nation et qu'il ait montré non seulement les buts, mais aussi les moyens d'y accéder.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ I. Széchenyi: *Stadium*, Közgazd. Jogi Kiadó 1958.

En ce qui concerne ses méthodes et ses principes, il ne fut pas un révolutionnaire. Par contre, pour ce qui est de ses idées, d'une partie des objectifs qu'il s'était fixés, il était un novateur audacieux.

En effet, en examinant les idées de Széchenyi, on ne doit pas oublier que si, d'une part, il était un esprit progressiste, d'autre part, dans le domaine du droit public, c'était un conservateur.

Une de ses erreurs, sans aucun doute très grave, fut de ne pas avoir reconnu le rôle des masses dans la constitution du nouvel ordre. Cette erreur était pourtant une conséquence naturelle de toute sa conception, déterminée par sa situation de classe.

Si c'est à la lumière de ces considérations qu'on examine les trois ouvrages cités, on peut certainement affirmer qu'il n'était point un révolutionnaire, mais que, par ses oeuvres, il a préparé, sans le vouloir, le mouvement des réformes et par là — la révolution sur le plan idéologique.

La parution en 1841 du journal „Pesti Hirlap” rédigé par Lajos Kossuth marque une étape importante dans la vie de Széchenyi et imprime à son activité une nouvelle direction.

Kossuth, tout en essayant d'améliorer la vie sociale et politique hongroise, en critique les fautes avec beaucoup de violence. Représentant une tendance politique beaucoup plus radicale que celle de Széchenyi, il ne tarda pas à s'élever contre lui.

Les différences entre les deux hommes d'État sont très marquées.

La différence fondamentale est suivante: Széchenyi désire mener à bien la transformation du système féodal sans lutte ouverte contre l'oppression coloniale. Le point de vue du premier avait été encore motivé dans les années 30, mais dix ans plus tard il était nettement dépassé. Kossuth considère la lutte contre l'Autriche pour l'indépendance nationale comme une tâche primordiale.

Széchenyi estime que le ton de Kossuth était subversif et dangereux, et craint qu'il ne détruise les résultats obtenus en provoquant la réaction du gouvernement. Il recule devant les conditions du succès et les conséquences de la chute, et préfère défendre la situation existante. C'est ainsi qu'à l'encontre des conseils de ses amis, il rédige *Kelet népe* (*Peuple de l'Est*). Il y déclare que Kossuth mène la nation „vers les remous de l'anarchie engloutissant tout, ou, ce qui est plus probable, directement vers les rochers de la tyrannie où elle fera naufrage”.

En réponse Kossuth, avec une conscience modeste, se défend contre les accusations de Széchenyi, en disant que celui-ci n'a pas reconnu les circonstances changées „qui ne demandent plus de grâce, mais réclament le droit et la justice”.

Dans cette lutte contre Kossuth, Széchenyi est vaincu. Kossuth en sort vainqueur, en tant que représentant du progrès, du nouveau.

En ce qui concerne la solution du problème des nationalités, Széchenyi se trouve également en opposition avec Kossuth qui réclame avec impatience la codification de la loi sur la langue nationale. Széchenyi démontre avec beaucoup de justesse que l'exagération peut transformer le sentiment national le plus pur en malédiction „s'il dépasse la mesure et, chauffé par la passion, il s'attire la vengeance impitoyable de la réaction”.

Le fait que „la langue parle hongrois ne signifie pas encore que le coeur bat pour la Hongrie”.

C'est de la diète de 1834—44 que Széchenyi espérait la réalisation de la participation égale aux charges. À cette fin il rédigea son manifeste *L'impôt et les deux sous*, ainsi que sa lettre ouverte *Aux habitants privilégiés de la Hongrie*. Tout ce qu'il y dit a été hautement approuvé par Kossuth et l'opposition.

Cependant la proposition de Széchenyi ne devait pas avoir de résultat.

Sa réputation et son autorité, qui avaient déjà souffert de sa controverse avec Kossuth, furent entièrement compromises par une circonstance: il accepta la présidence de la „Commission des Transports”.

À la diète de 1847—48 il essayait d'agir contre l'élection de Kossuth comme député, respectivement il voulut lui-même prendre la parole dans la chambre basse pour contrebalancer l'activité politique de Kossuth.

Dans ce domaine pourtant il essuya encore une défaite vis-à-vis de Kossuth.

Il ne lui restait plus que le domaine de la circulation où il pouvait espérer un succès. Cependant la révolution de Vienne et l'action rapide de Kossuth anéantirent ses espérances. Le projet d'adresse de Kossuth concernant l'instauration d'un ministère responsable fut accepté et dans le premier cabinet Széchenyi obtint le porte-feuille de ministre des communications.

À la vue des succès de la révolution, il enterre, pour un temps, son différend avec Kossuth. Cependant, en été 1848, ses angoisses au sujet du sort de la nation prennent de nouveau le dessus et son équilibre intérieur est gravement atteint. De 1848 jusqu'à 1850 Széchenyi avait l'esprit dérangé. Il ne se remit qu'au début des années 1850.

L'obscurcissement de son esprit était causé par un sentiment de culpabilité. Il s'accusait d'avoir déclenché le processus ayant abouti à la journée du 15 mars 1848 et aux événements qui succédèrent et dans lesquels il voyait la destruction de la nation.

En 1851 la crise était en voie de disparition et Széchenyi fut de nouveau en état de s'intéresser aux affaires publiques. Il recommença son activité littéraire, et en 1857 acheva sa *Grande satire* du gouvernement autrichien.

C'était l'année de la tournée de François-Joseph en Hongrie. À cette occasion Széchenyi proposa aux Hongrois d'essayer de soumettre une pétition au roi en lui demandant de rétablir la liberté de la Hongrie. Le projet échoua, mais suffit à rendre l'intégrité d'esprit à Széchenyi qui ne tarda pas à se lancer dans une activité fiévreuse.

En 1857 parut un livre glorifiant le gouvernement d'Alexandre Bach en Hongrie. Széchenyi répondit l'année suivante par le *Blick* dans lequel il flétrit sur un ton satirique l'activité de Bach. Il s'attira ainsi la colère de la cour qui commença à le persécuter. Les tracasseries incessantes de la police achevèrent de ruiner ses nerfs et le 8 avril 1860 il commit le suicide.

En ce qui concerne ses conceptions politiques, Széchenyi avait reconnu la nécessité de la transformation capitaliste et entreprit de faire comprendre cette nécessité à la nation, et en particulier aux milieux de la haute noblesse. Comme il était un réformateur, c'est avant tout de ces derniers qu'il attendait la solution des problèmes et c'est leur intérêt qu'il cherchait à favoriser.

Son but économique était le développement de l'industrie hongroise, particulièrement de l'industrie légère, car il estimait que cela correspondait le mieux au caractère agraire de la Hongrie. En même temps il activait le développement du commerce, car il voyait clairement l'importance du capital et de son accumulation, dont le meilleur moyen à cette époque était la promotion du commerce libre.

Il entendait éviter la lutte politique, persuadé de ce qu'il fallait d'abord raffermir la situation économique du pays et assurer par là sa relative indépendance économique vis-à-vis de l'Autriche. Cela ne signifie pas qu'il déclinât toute activité politique. Il avait, en effet, reconnu le caractère néfaste du „mariage mixte” austro-hongrois, mais, étant lui-même membre de la haute noblesse, il désirait maintenir les liens constitutifs qui unissaient la Hongrie aux Habsbourg.

Sous le rapport de la politique intérieure, il désirait élargir successivement les cadres étroits de la „constitution”.

Széchenyi avait certainement subi l'influence des idées de la grande révolution bourgeoise et de l'époque des Lumières françaises, et cela d'autant plus que ses conceptions économiques impliquaient l'adoption de ces idées nées dans des conditions économiques très semblables, notamment au cours de la collision de l'ordre économique du féodalisme et du capitalisme.

Ses conceptions politiques étaient basées sur le droit naturel et tendaient à la mise en pratique des „droits de l'homme”⁴¹. C'est cela dont témoignent ses arguments exposés à propos de la nécessité du commerce libre en faveur de l'égalité devant la loi, l'égalité en droits, c'est-à-dire l'abolition des privilèges de la noblesse, du régime du ser-vage et de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux.

C'est dans cet esprit qu'il analyse les problèmes de la religion et la question des nationalités.

Il reconnaît les différentes religions, proclame la tolérance, blâme toute espèce de persécution et les mesures discriminatoires.

De même, il occupe une position fort moderne dans le problème des nationalités: sa conception est plus progressiste et certainement plus correcte que celle des radicaux et de Kossuth, dont il reprouve l'intolérance vis-à-vis des nationalités et les efforts quelque peu agressifs en vue de la „magyarisation” des nationalités. Il déclare que chaque homme possédant des droits inaliénables, les droits des nationalités ne devaient pas être diminués, comme il ne fallait pas non plus restreindre la liberté de notre vie politique.

Lajos Kossuth (1802—1894) fut celui qui acheva l'oeuvre de Széchenyi, qui termina l'édifice dont les fondements avaient été posés par „le plus grand hongrois”.

Fils d'une famille noble appauvrie, il poursuivit des études juridiques et obtint un diplôme d'avocat. C'est en 1825 qu'il participa pour la première fois à la diète en qualité de *legatus absentium*. Il s'était établi dans le comitat de Zemplén où il exerçait une activité d'avocat.

À la diète de 1832—36 il se présente comme le délégué du baron Sámuel Vécsey. C'est à cette époque que son nom devient connu comme celui du rédacteur des *Comptes rendus de la Diète*⁴². (Le gouvernement n'avait pas permis la propagation de ces comptes rendus sous forme imprimée, de sorte qu'ils circulaient en manuscrit. Ils contenaient le bref résumé des discours prononcés à la diète, plus exactement donnaient les discours de l'opposition — généralement *in extenso*, ceux du parti gouvernemental et conservateur — en résumé).

C'est au cours de ce travail que Kossuth entra en relation avec Wesselényi.

Après la clôture de la diète il décida de continuer son activité de publiciste afin de tenir en éveil la nation. Malgré l'interdiction du palatin, il rédigea ses *Comptes rendus du Tribunal*, qui paraissaient jus-

⁴¹ I. Szabó: *Burzsoa állam és jogbölcsélet Magyarországon (Théorie de la politique et philosophie du droit bourgeois en Hongrie)*, Notes I, II, III, IV, V, pp. 1—275.

⁴² Kossuth *Emlékkönyv (Mélanges Kossuth)*, Vol. I, II, Akadémiai Kiadó 1952.

qu'au moment où, en 1837, Kossuth fut mis en prison et condamné à quatre ans de réclusion.

Les années de prison ne devaient pas rester stériles, Kossuth les employa à s'initier aux thèses des doctrinaires français et anglais.

L'emprisonnement ne fit qu'augmenter la popularité de Kossuth en le plaçant sur le piédestal d'un martyr de la noblesse.

Ainsi, lorsqu'en 1840 il fut libéré sous la pression de l'opposition, il se chargea de la rédaction du journal *Pesti Hirlap*.

Un de ses grands mérites est d'avoir fait du journalisme l'arme la plus puissante des luttes politiques, arme dont l'effet rivalisait avec l'influence de la diète sur l'opinion générale.

Kossuth réussit à mettre la presse au service de l'administration politique et de l'activation révolutionnaire des masses.

Grâce à ses dons stylistiques et ses aptitudes d'écrivain il exerça une très grande influence sur ses lecteurs: „son style d'écrivain est une féerie de couleurs, un jardin magique rempli d'un feu vraiment méridional, plein des fleurs les plus charmantes dont le parfum enivre le lecteur à mesure qu'il avance entre elles”.

Le ton révolutionnaire des idées réformatrices exposées dans les articles ne manque pas de consterner Széchenyi, qui pourtant s'appuie sur les mêmes principes, et l'incite à rédiger son écrit polémique *Kelet népe*.

Kossuth y répond avec une noble modération, en défendant son point de vue et sa tactique, ce qui ne fait qu'augmenter sa popularité au point qu'il lui gagne même la sympathie des partisans de Széchenyi⁴³.

Utilisant cette popularité politique et sociale grandissante, il organisa, en 1842, la première exposition industrielle hongroise qui contribua à lui assurer l'hégémonie dans la direction de l'opinion publique.

Comme résultat de son activité fiévreuse, le *Pesti Hirlap* n'est plus seulement le miroir des luttes politiques, mais y tient un rôle actif.

Conformément à son programme, Kossuth se pose comme une des tâches principales la mobilisation de la noblesse qu'il considère comme le dirigeant et une des forces principales de la transformation. Il dit: „nous avons pensé trouver cette force dans les rangs de la noblesse moyenne, dont le champ d'activité est la vie municipale et que, pour cette raison, nous considérons comme représentant de l'opinion générale”.

En même temps il rejette l'idée de Széchenyi que c'est la grande propriété qui „dans le processus de notre transformation doit exercer une influence prépondérante”.

⁴³ Kossuth Lajos összes munkái (Oeuvres complètes de Louis Kossuth), Akadémiai Kiadó, Budapest.

Il attribue à la noblesse moyenne un rôle décisif dans le présent et dans l'État de l'avenir, déclarant qu'elle sera „solidaire avec les intérêts du peuple, et sera comme entre les frères le fidèle aîné”. Pour ce faire il est toutefois nécessaire qu'elle renonce à ses privilèges qui sont en contradiction avec l'idée de la liberté, les intérêts du peuple; c'est la condition première de l'unification des intérêts.

Le but primordial est la terre et les hommes libres, autrement dit que la loi permette au paysan le rachat des biens féodaux de façon à ce que cela soit obligatoire pour tout le monde. Loin d'entraîner le viol de caractère sacré de la propriété, cela en constitue la garantie.

Ce que Kossuth propose en 1840 et 41 comme une première étape sera adopté par la diète de 1847—48.

Il voit très bien que le problème des serfs ne relève pas du droit privé. Il dit à ce sujet: „la législation hongroise a toujours considéré les rapports censiers d'un point de vue absurde, en les situant notamment dans le domaine du droit privé, alors qu'ils constituent... surtout un problème du droit public”. Il s'imagine la solution du rachat des biens féodaux au moyen d'un prêt octroyé par l'État. Cela comporterait un net avantage pour la noblesse qui d'une part recevrait de l'argent des serfs se rachetant eux-mêmes, d'autre part verrait sa terre affranchie et obtiendrait des crédits de la banque. Elle pourrait donc s'engager dans la voie de l'économie capitaliste.

C'est pourquoi Kossuth insiste sur la nécessité de la suppression de l'inaliénabilité des biens féodaux: „Tant que nous n'aurons pas remédié au problème de l'inaliénabilité des biens féodaux, nous ne pourrions créer, malgré tous nos efforts, une situation normale dans le domaine des biens, situation qui permette de dire au propriétaire terrien hongrois qu'il possède vraiment ses domaines ... là où l'on constate le mal, le principe de l'inaliénation veille comme un monstre et ne permet pas que les mains du médecin, s'approchent de la maladie”.

Une autre condition décisive de la transformation bourgeoise est l'introduction de la participation égale aux charges, découlant directement de l'égalité en droits des hommes. Au début des années 40 Kossuth ne pouvait pas encore déclarer ce but ouvertement, car il lui aurait enlevé l'appui de la noblesse. Il se contenta donc de parler à cette époque de l'exonération fiscale de la noblesse. Il essaie de convaincre la noblesse réticente de ce que cela n'est point du tout contraire à ses intérêts. Il dit que seulement par cette voie il est possible de réaliser la réforme pacifique, car la constitution nationale „est le dernier vestige par le monde entier des temps qui partout ailleurs sont révolus”.

Cependant sa lutte resta vaine à cause de la résistance de la noblesse, et sa revendication ne pouvait s'engager dans la voie de la réalisation qu'en 1847.

Kossuth, bien qu'il considérât la noblesse comme la force motrice de la transformation bourgeoise et désirait en faire l'instrument, reconnu que l'opposition nobiliaire ne pouvait pas se passer de l'alliance de la bourgeoisie. C'est pourquoi il milita en faveur de l'institution de la représentation nationale qu'il ne tenait d'ailleurs en 1843 pas encore pour un problème trop urgent. Voici comment le dit-il: „nous n'insistâmes point trop sur l'idée générale de la représentation nationale, estimant qu'à ce moment cela constituait un effort sans importance pratique”.

En 1844, après avoir quitté le *Pesti Hirnap*, il créa l'Association pour la Protection de l'Industrie, „afin de promouvoir le développement de l'industrie du pays”. C'est au moyen de cette association qu'il voulait évincer l'industrie autrichienne, éveiller l'esprit d'entreprise des Hongrois et provoquer la fondation des sociétés commerciales. Pourtant, son projet échoua, en partie à cause du manque d'intérêt de la nation, en partie à cause de l'inaptitude professionnelle des membres et employés de l'Association.

En 1846 Kossuth reprit sa place dans son ancien domaine d'activité et continua les luttes qu'il avait abandonnées deux années plus tôt sur les pages du *Pesti Hirnap*.

En 1846 le problème du système d'administration devint une question centrale et semait de l'agitation dans l'opinion publique. Kossuth, en tant que partisan du municipalisme, se trouva au centre des discussions. Il s'attaqua aux aspirations centralisatrices, démontra les avantages du système des comitats, en affirmant qu'il constituait la forteresse de l'indépendance hongroise et assurait le maintien de la vie constitutionnelle hongroise. Il ne voulait point élaborer de nouvelles théories constitutionnelles. En même temps il se montrait hostile à l'idée d'adopter sans réserves un système constitutionnel qui n'avait pas encore fait ses preuves chez nous, et avec lequel on sympathisait uniquement parce qu'il s'était avéré bon à l'étranger.

Lors des élections des députés en 1847, Kossuth figura déjà comme le chef désigné de l'opposition dans le comitat de Pest, où il obtint la majorité des voix. À la diète il continuait d'attaquer le système des administrateurs, critiquait la politique du gouvernement, tout en déclarant „qu'en fait de fidélité, de loyauté il ne se laisserait surpasser par personne”.

Sa proposition d'adresse faite à ce sujet était plusieurs fois rejetée par la chambre haute et mise de côté par la chambre basse, de sorte que dans cette question c'est le gouvernement qui resta vainqueur.

Cette défaite compromit provisoirement l'hégémonie de Kossuth dans les milieux de l'opposition, mais bientôt, notamment à la suite de la révolution de février de Paris, Kossuth reprit l'initiative. Le 3 mars, dans un discours de portée historique, il réclama l'établissement des bases constitutionnelles du régime et la nomination d'un gouvernement hongrois responsable.

Sa proposition d'adresse fut acceptée par la cour le 17 mars. Kossuth devint ministre des finances du nouveau gouvernement. C'était donc à lui de mettre de l'ordre dans la situation financière du pays et de mettre en application la loi sur la participation égale aux charges.

Ce qui compliqua sa situation c'était que la cour, en se réclamant de la sanction pragmatique, exigeait une aide militaire et financière du pays qui voyait s'aligner à ses frontières les forces armées de ses ennemis qui le menaçaient d'une attaque immédiate.

Kossuth reconnut la nécessité de refuser l'aide italienne, étant donné que les mouvements des Saxons et des Roumains de Transylvanie, ainsi que la révolte ouverte des Serbes, n'étaient pas une conséquence du refus de l'aide italienne, mais tout au plus un prétexte du déclenchement de la contrerévolution.

C'est dans ces conditions qu'il prononça, le 11 juillet, son célèbre discours pour obtenir un vote favorable pour la formation de la force armée. Dans ce discours il exposa en détails la situation de l'État hongrois, dévoila le travail subversif des forces ennemies et le danger imminent de l'offensive et demanda à l'assemblée nationale „de voter une armée de 200.000 soldats et les fonds qui y sont nécessaires”.

Sous le coup du discours suggestif, les députés n'hésitèrent pas à exécuter la demande.

À partir de ce moment Kossuth se rapprocha de plus en plus de l'aile radicale de gauche de l'assemblée nationale laquelle, dans le tourbillon des événements, ne cessait de se raffermir.

Les prévisions de Kossuth se réalisèrent: en automne 1848 l'armée contre-révolutionnaire de Jellasich, ban de Croatie, attaqua le pays.

Le gouvernement perdit la tête, des résolutions révolutionnaires furent prises, le Comité de la Défense Nationale avec Kossuth à sa tête se constitua.

Afin d'augmenter l'effectif et la force de l'armée, il fit immédiatement une tournée dans le pays et, révélant à la nation le danger imminent, recrutait les soldats.

Nous nous contenterons ici de rappeler les premières défaites infligées à la contre-révolution (Pákozds, Sukoro, Ozok), puis l'hésitation de Móga qui conduit à Schwechat, suivi par la deuxième attaque de la contre-révolution, au mois de décembre, les coupables manoeuvres pacifistes de Görgey, la chute de Pest et l'établissement du gouvernement à Debrecen.

En réponse à la constitution d'Olmütz, l'assemblée nationale adopta la Déclaration d'Indépendance. La conquête de l'indépendance nationale avait été le fil directeur des idées politiques de Kossuth. Toutefois il ne concevait pas cette indépendance de façon aussi absolue que la Déclaration.

Ses aspirations à une indépendance politique intégrale ne se manifestèrent que lorsqu'il avait reconnu la perfidie de la politique de Vienne. Cependant, ni alors, ni sous l'influence de la Déclaration d'Indépendance il ne devint l'ennemi de l'idée de la monarchie. La république était pour lui plutôt une tactique que le but final. Son idéal était la monarchie constitutionnelle nationale, l'extrême limite jusqu'à laquelle il put avancer la forme politique de la république libérale nobiliaire-bourgeoise. Il ne parvint jamais à apprécier de manière positive le socialisme sous quelque forme que ce soit.

Cette forte détermination de classe explique que lui-même, noble sans terre, s'attachait à défendre, dans la grande transformation, les intérêts matériels de la noblesse terrienne et ne cessait pas de proclamer „les mérites historiques” de cette noblesse qu'il considérait la force centrale de l'avenir de la nation.

Cela explique aussi que c'était fort à contrecœur qu'il satisfaisait aux revendications de la paysannerie lorsque celles-ci dépassaient considérablement la libération des serfs, et de même reprochait l'activité de la gauche radicale.

Les racines des vues politiques et juridiques de Kossuth plongent dans le sol du droit naturel et du droit rationel⁴⁴. Cette conception, eu égard aux conditions de la Hongrie, est certainement progressiste au début, puisqu'elle constitue la justification idéologique du nouveau système de production et de sa superstructure juridique et politique. Elle forme la base de la théorie de la souveraineté du peuple, la raison d'être de la révolution bourgeoise, de la lutte contre la toute-puissance de l'État et contre le régime absolu, de ce qu'on appelle monarchomachie et qui n'est autre chose que la justification du droit du soulèvement contre les dynasties régnantes. Cette idéologie lui permet d'entrer en lice pour les droits humains, en disant „de même que par la vie sociale l'homme ne peut point perdre ses droits humains, la société bourgeoise

⁴⁴ I. Szabó: *op. cit.*

par son régime gouvernemental ne peut pas perdre les droits et le pouvoir qui sont les corollaires de sa nature, et ne peuvent pas lui être aliénés...". Si le souverain néglige d'en tenir compte, il est permis, comme le proclame déjà Althusius, de se soulever contre lui les armes à la main.

On décèle l'influence de Kant sur la pensée de Kossuth qui définit la notion de la liberté en partant de l'impératif catégorique: „la notion de la liberté dans la société bourgeoise (donc sur le champ du droit) se résume ainsi: pouvoir agir de façon que si tout le monde agit, le droit d'agir de l'un n'annule point le droit d'agir de l'autre"⁴⁵.

Kossuth a également subi l'influence des déclarations des révolutions française et américaine. Cela ressort du fait que la Déclaration d'Indépendance contient des constatations correspondant presque textuellement à certains passages de ces deux déclarations. Ceci est toutefois loin de signifier que la racine plongeant dans le droit naturel et l'influence étrangère en diminuent le caractère national.

La Déclaration est certainement basée sur le droit historique et forme la sythèse des aspirations nationales et bourgeoises.

Ce n'est point tant la conception de la Déclaration d'Indépendance qui était erronée, mais le fait qu'elle fut émise dans des conditions politiques irréelles, sans que la base de masse en fût préalablement assurée, la question paysanne résolue et avant que les Autrichiens fussent vaincus.

Une autre grave erreur que Kossuth commit fut d'avoir provoqué l'hostilité des nationalités, en „ne prononçant que des paroles accusatrices" contre les Slaves et les Roumains, et en ne reconnaissant comme nationalité que les Croates. En vérité, cela encore ne doit être accepté que sous réserves, car, déjà à partir du début de l'année 1849, on poursuivait au su de Kossuth des négociations avec le groupe démocratique des Serbes; ensuite assez tard, à Szeged, il y eut un accomodement avec Balcescu et Jancu au sujet de la loi sur les nationalités.

Après la défaite de la guerre d'indépendance, Kossuth, obligé de vivre en émigration, ne cessait de recourir à différentes manoeuvres en vue de reconquérir l'indépendance de la Hongrie. Cependant ses idées fondamentales et ses méthodes furent foncièrement erronées, et, comme le disait Marx, „ressemblaient plutôt à celles d'un héritier du trône qu'à celles d'un fugitif".

Le caractère enthousiaste de Kossuth et son impressionnabilité le conduisirent, à l'époque de son émigration, à nombreuses conceptions mal fondées. Il a cependant lieu de constater que, si ses vues dans l'émigration étaient pleines d'illusions, si sous nombreux rapports elles

⁴⁵ L. Kossuth: *op. cit.* (recueil).

étaient irréelles, les tentatives d'accomodement des peuples danubiens par le projet d'une confédération danubienne avaient un caractère bien plus positif que tout ce que l'époque avait produit.

Marx et Engels, informés par Szemere, s'étaient formé une image partiellement inexacte de Kossuth. On pourra s'en former une plus précise d'après la partie de l'étude de Kossuth traitant de sa politique de l'émigration.

III

Dans le développement des idées de József Eötvös (1813—1871) on relève, dès le début, les influences contradictoires.

Eötvös fut élevé d'abord par sa mère, dans un esprit qui était celui des grandes familles aristocrates de l'époque. Plus tard il eut comme précepteur le libéral József Pruzsinszky qui avait participé au mouvement des jacobins hongrois, et dont le caractère puritain et les sentiments patriotiques exercèrent une profonde influence sur le jeune homme.

Eötvös commença ses études universitaires à l'aube de l'époque des réformes. Après les avoir terminées, il embrassa une carrière politique. Puis, à l'âge de 22 ans, il parcourut l'Angleterre, l'Allemagne et la France, s'initia au système social, politique et économique de ces pays, fit la connaissance des grandes personnalités de l'époque — Victor Hugo, Lamartine, Guizot et Chateaubriand.

Ses voyages lui permirent de connaître la vie de la société bourgeoise du capitalisme et non seulement d'entrevoir ses déficiences et contradictions, mais aussi de la comparer à l'état arriéré de son pays.

C'est avec de telles impressions qu'il revint en Hongrie. Riche en expériences il examinait d'un oeil critique les anomalies et les anachronismes de la société et la vie politique hongroises.

En 1839 il écrivit son *Avis concernant l'amélioration des prisons*, puis, l'année suivante, un article sur l'émancipation des Juifs.

À la diète de 1839—40 il représenta, dans la chambre haute, les vues de l'opposition de la chambre des députés, luttant pour l'égalité des religions.

Dans la discussion de Széchenyi et de Kossuth il embrassa le parti de ce dernier qu'il défendit dans son ouvrage intitulé *Kelet Népe et Pesti Hirlap*.

Plus tard il forma, avec Szalay et quelques amis, le groupe de l'opposition qui se détacha de Kossuth, le groupe des centralistes. Ces derniers attaquaient l'autonomie des comitats qu'ils considéraient comme une entrave au progrès et la serre des abus. Ils indiquaient comme garanties du développement, et dorénavant aussi comme protection du

peuple, la centralisation de l'administration publique, le parlement représentatif et le gouvernement responsable qui étaient susceptibles d'assurer l'indépendance mieux que le comitat défendu par Kossuth et son groupe.

Eötvös traita des questions théoriques du centralisme et du municipalisme dans son pamphlet intitulé *Réforme*⁴⁶. Il y compara les États constitutionnels occidentaux et la Hongrie et insista sur trois différences principales: a) conditions découlant des différences de classes existant selon la constitution, b) situation de la législation, c) conditions de l'administration publique. Il distinguait la population noble et roturière du pays et, à la base des statistiques, démontra que seulement une vingtième partie d'habitants appartiennent à cette première catégorie, tandis que le reste ne peut pas y être compté. En examinant les différences entre les deux parties il constata que „tous les droits constitutionnels reviennent exclusivement à la première, tous les devoirs relevant du maintien de l'état public à la deuxième classe”.

Il démontra qu'au point de vue de la législation il existe de nombreuses relations qui, dans la vie des lois, n'entrent pas dans la compétence de la législation. En ce qui concerne le nombre de ceux qui détiennent les droits constitutionnels, il constata que pour 19 sur 20 parties de la population la constitution n'existe pas. Les sujets de la législation ne s'intéressent donc qu'à une petite partie d'affaires publiques, tandis que sous les autres rapports la nation est soumise à un pouvoir absolu.

En ce qui concerne l'administration publique il en insiste sur trois particularités:

a) l'organe (le corps) administratif détient en même temps le droit de juridiction, autrement dit les attributions judiciaires et administratives ne sont pas séparées;

b) l'administration publique est décentralisée et ne présente aucune unité, d'où il s'ensuit qu'à la différence des États développés, le pouvoir administratif est exercé en partie par le gouvernement, en partie par les conseils municipaux, indépendamment l'un de l'autre et sans principes unitaires, au point qu'on relevait des divergences d'opinion même entre les organes du gouvernement;

c) le principe enfin de la responsabilité fait entièrement défaut à l'administration publique.

Comme il n'y a que la noblesse à participer dans l'administration publique, les droits constitutionnels ne sont exercés que par une vingtième partie de population, on ne peut compter que sur la protection de cette partie. En outre, vu que la majorité des fortunes sont détenues

⁴⁶ J. Eötvös: *Összes művei (Oeuvres complètes)*, Vol. XI, Budapest 1902.

par une minorité de la population, la partie „ne pourra jamais s'élever à la force et à la puissance qui lui reviennent de droit selon le nombre de sa population”.

Il n'y a pas de doute que la législation, du fait de sa structure, est incapable de tout progrès et se prête uniquement au maintien de la situation présente. Les attributions juridiques et administratives n'étant pas séparées, le principe de l'indépendance judiciaire ne peut pas être mis en valeur, tout comme le principe de l'interdépendance des fonctionnaires ne peut pas être réalisé dans l'administration publique.

La vie constitutionnelle de la Hongrie relève du système des comitats. Eötvös déplore qu'on attende la solution des problèmes de réforme de cette corporation essentiellement conservatrice. Il désapprouve en outre que les comitats soient indentifiés avec les institutions municipales, les deux organes étant fondamentalement différents.

L'idée de l'autonomie repose sur deux principes:

- a) ceux qui sont intéressés dans une affaire ont le droit de participer à la gestion de celle-ci;
- b) personne d'en dehors des intéressés ne peut intervenir dans la gestion de l'affaire en question.

Étant donné que dans notre système de comitats ces deux principes ne se font pas valoir, puisque „il n'y a point d'affaire dans ce pays qui ne relève pas de la compétence du comitat”, ce dernier s'acquitte de tant de fonctions que le principe municipal ne peut pas prévaloir. C'est ce qui fait, selon Eötvös, sa faiblesse.

Eötvös est d'avis que le système de comitats est en opposition directe avec le progrès dont il n'assure pas les conditions. Il n'y a pas de législation bien organisée qui, après avoir reconnu les besoins, soit susceptible de se mettre à la tête du progrès; il n'y a pas d'ordre et de véritable liberté.

Eötvös reconnaît que les municipalistes ont raison d'affirmer que, dans la situation donnée, le comitat constitue une des principales garanties de la constitution. Toutefois, si l'on peut créer d'autres garanties permettant de protéger la constitution, comme par exemple le gouvernement responsable et le parlement, il n'est plus nécessaire de maintenir cette forme périmée.

Quant à la participation égale aux charges publiques, il en démontre la nécessité en déclarant: quoi de plus honteux que le fait que la couche de la nation jouissant de la plus grande partie des biens ne fait rien pour les intérêts de la nation”. Ailleurs il dit: „le jour-même où elle élèverait toute la nation au rang de la noblesse ... la patrie serait perdue”.

L'immunité fiscale de la noblesse manque, à son avis, de tout fondement juridique. Il l'argumente de manière suivante: au point de vue du droit naturel, l'immunité fiscale n'est manifestement point motivée, puisque, selon ce droit, tous les hommes sont égaux; elle n'est pas davantage valable aux termes du droit canon, vu que le christianisme „proclame l'égalité des hommes devant Dieu, non pas pour qu'ils ploient sous des fardeaux inégaux". En analysant le problème à la base du droit historique, il arrive à conclure que l'immunité fiscale de la noblesse est inconcevable, parce que si nous consultons les anciennes lois, nous lisons partout que la noblesse est astreinte au service militaire, de même qu'elle doit faire des recrues en proportion avec ses domaines. Cela signifie donc que, dans les siècles passés, la noblesse n'était pas exempte des impôts.

En passant aux questions de la représentation nationale, il n'hésite pas d'en déclarer la nécessité, puisque „ce n'est que si notre législation représente tous les intérêts dans la mesure qui leur convient que nous pouvons espérer que la patrie connaîtra une période de prospérité".

Dans la deuxième partie de son ouvrage Eötvös traite des conditions de la réforme.

Il commence par déclarer que la condition première du progrès et du développement c'est l'ordre. Celui-ci, à son tour, nécessite l'unité de l'administration publique et la détermination exacte de la compétence et des attributions de l'organe administratif, autrement dit, l'existence d'une juridiction. Ce sont ces deux conditions que seulement la centralisation et un gouvernement ferme sont susceptibles de créer.

La réforme n'est réalisable, à son avis, qu'au prix de la centralisation du pouvoir gouvernant et de l'instauration d'un gouvernement responsable.

Les idées de la centralisation et de la responsabilité sont intimement liées: „il y faut une ignorance ou une malveillance presque illimitées pour ne pas reconnaître que lorsqu'il n'existe pas de gouvernement responsable, la centralisation des affaires publiques conduit à l'absolutisme; d'autre part, on ne peut pas parler de la responsabilité d'un gouvernement lorsqu'il n'y a pas de centralisation".

Eötvös désire maintenir la monarchie qu'il considère comme nécessaire, mais il estime que l'institution de la responsabilité du gouvernement n'est point incompatible avec elle. Il est d'opinion que la solidarité avec la monarchie est assurée non pas par le système gouvernemental existant qui est défectueux, mais par les intérêts communs. La responsabilité du gouvernement, loin de porter préjudice aux intérêts de l'empire, est susceptible de les promouvoir, vu que les „faux

rapports" de la nation et du gouvernement une fois liquidés, l'attachement du pays à l'empire ne ferait qu'augmenter.

Eötvös considère la législation comme l'unique et le principal moyen de la réalisation de la réforme. Il s'ensuit qu'il faut corriger les déficiences de la législation. Cela veut dire qu'il faut modifier le point de vue selon lequel la législation ne représente que certaines classes, et non l'ensemble de la nation, de même qu'il faut lui conférer l'indépendance nécessaire. Le premier tient directement des privilèges de la noblesse, la seconde relève indirectement des privilèges et directement du droit de consigne des comitats. La réforme peut donc être exécutée seulement à deux conditions: 1) la législation doit être indépendante, 2) „Le pouvoir exécutif étant soumis à la législation ne pourra ni activement, ni par négligence, en contrecarrer les intentions”.

En 1848 Eötvös devint ministre des affaires religieuses et culturelles du premier gouvernement responsable. Dans cette position il s'efforçait de réaliser ses idées dans le domaine des affaires ecclésiastiques et scolaires et tentait d'aplanir les différends se présentant à l'intérieur du conseil des ministres.

Son projet portant sur la séparation de l'Église et de l'État, ainsi que la laïcisation de l'enseignement, est extrêmement important et accuse de traits fort progressistes.

Il est vrai qu'Eötvös se trouvait en opposition avec la politique de Kossuth en 1848—49 et représentait, déjà en automne 1848, le point de vue d'un accord avec les Habsbourg, c'est-à-dire celui du parti pacifique des années suivantes. Après 1849 il se rangea du côté du groupe de droite de la noblesse aisée qui s'était définitivement détournée de la révolution⁴⁷.

Après le démissionnement du gouvernement de Batthányi, il passa à l'étranger et s'établit à Munich. C'est ici qu'il écrivit son grand ouvrage en deux volumes, intitulé *L'influence des idées directrices du XIXe siècle sur l'État*⁴⁸. Dans ce livre il analyse les idées maîtresses de l'époque, la liberté, l'égalité et la nationalité, ainsi que le but de l'État, le rapport de l'individu et de la communauté, les critères du progrès. Le deuxième volume de l'oeuvre est consacré à la description de l'État assurant le plus parfaitement le développement de l'individu.

Il expose ensuite sa foi en l'évolution, tout en déclarant que le progrès peut parfois subir un arrêt, mais, dans l'ensemble, le développement ne connaît point de stationnement.

⁴⁷ L. Mátrai: „Doktrinerek” a marxizmus első magyarországi ellenfelei c. cikke („Les doctrinaires” les premiers adversaires du marxisme en Hongrie), Magyar. Fil., Szemle, nos 3—4, Budapest 1958.

⁴⁸ J. Eötvös: *A XIX. század uralkodó eszméinek befolyása az államra (L'influence des idées directrices du XIXe siècle sur l'État)*, 3e éd., Budapest 1895, p. 393.

L'ouvrage s'inspire avant tout des événements politiques européens et particulièrement de l'histoire de France, auxquels Eötvös a tenté d'appliquer la conception du droit naturel de Kant.

Il explique l'État sur la base de la religion. Sa conception de la société, de l'État et du droit sont d'un idéalisme extrême. Son idée maîtresse est, tout comme celle de la théorie de la politique et du droit positiviste, l'individualisme, la liberté de l'individu qu'il place au-dessus de tout et qu'il considère être dans un rapport étroit avec la libre concurrence: „Le principe de la libre concurrence est donc le principe de la liberté individuelle à laquelle nous devons tout le progrès réalisé jusqu'à ce jour”.

L'ouvrage en question est en partie progressiste, en partie conservateur. Quant à son influence, il doit être considéré comme purement conservateur et même réactionnaire, étant donné qu'Eötvös y a mis en relief les thèses conservatrices de la théorie du droit bourgeois du début du XIXe siècle qui ne manquèrent pas d'encourager les tendances réactionnaires.

En même temps il est certain, que le livre d'Eötvös marque une nouvelle étape dans la littérature politique. Au point de vue de la méthodique l'auteur a rompu avec les écoles connues, en assignant des cadres beaucoup plus larges aux sciences politiques. Bien que, du point de vue philosophique, Eötvös fût partisan des principes du droit naturel allemand, il réussit à se libérer, à certains égards, de l'hégémonie de la théorie du droit allemand.

Il fonde ses vues sur les thèses de Bacon, en particulier là où il préconise la méthode inductive et dit: „seul ce qui se base sur des faits positifs et ce qui est susceptible d'être démontré de façon objective mérite le nom de science”.

En même temps, il nie la possibilité de reconnaître dans la société des lois aussi rigoureuses que celles des sciences naturelles, car les sciences politiques „n'arriveront jamais au degré de certitude qui caractérise les sciences naturelles”.

Comme on l'a déjà indiqué, les trois idées dominantes du XIXe siècle ce sont pour lui la liberté, l'égalité et la nationalité.

La liberté est, à son avis, l'état „dans lequel l'homme est en mesure de se servir dans les limites du possible de ses propres forces, de même que de la force de la nature qui l'entoure, pour atteindre les buts qu'il s'est fixés lui-même”.

Dans les cadres d'une vie publique soumise à des règles déterminées on parlera d'égalité „si l'individu ne possède aucun privilège, ni ne porte aucune charge particulière”.

Quant à l'idée de la nationalité, Eötvös la condamne en tant que tendance se manifestant en opposition à d'autres nations et à leurs intérêts. Or, selon sa conception: „la base de toute tendance nationale est le sentiment d'une vocation supérieure, tandis que le but en est la domination”.

Cela est contraire à l'idée de la liberté et de l'égalité. L'égalité, à son avis, n'est pas donnée dans la nature et ne se réalise qu'au prix d'une restriction de la liberté dans l'État.

Identification de la liberté avec l'idée de la souveraineté du peuple et de l'égalité avec la participation égale de chacun au pouvoir d'État conduit, selon Eötvös, à la tyrannie. La liberté, telle qu'il l'entend, signifie qu'il n'existe dans l'État aucun pouvoir illimité, tandis que l'égalité correspond, à son avis, à la liberté de l'individu.

Cela est, selon Eötvös, d'une importance décisive, tout progrès étant dû à cette liberté.

Ce qui ouvre le champ le plus vaste à la liberté de l'individu c'est la libre concurrence et non pas l'égalité universelle.

En analysant le type d'État permettant à la liberté humaine de se réaliser, il part également de l'idée de la liberté de l'individu.

La base juridique de l'État est, selon Eötvös, la rationalité, son but — la sécurité de l'individu, autrement dit — la sécurité personnelle et matérielle, la garantie du caractère sacré de la propriété privée. Pour accomplir cette tâche l'État doit être fort, c'est-à-dire centralisé.

Si l'on veut éviter l'avènement de la tyrannie, il faut mettre le pouvoir central entre les mains de plusieurs et, respectivement, si l'on en investit les individus, on a besoin de garanties, étant donné que même là où la volonté de la majorité prévaut dans l'État, la liberté de l'individu demande à être protégée vis-à-vis du pouvoir absolu de l'État. Cette garantie, dans sa forme la plus idéale, existe dans la monarchie absolue, puisque c'est là qu'on peut le mieux „restreindre le cercle à l'intérieur duquel l'État exerce son pouvoir absolu”.

Dans un bon État, toutefois, les organes centraux ne limitent point la validité du principe de l'autonomie. C'est le rapport correct des deux qui assure la stabilité de l'État.

Cette conception réactionnaire se fonde sur la crainte de l'avènement des masses au pouvoir. Cette peur incite Eötvös à chercher dans le passé la forme d'État qui assure une protection contre ce danger.

En examinant le rapport entre l'État et l'Église, il déclare qu'aucun État ne peut se maintenir sans religion. Cependant, partisan du principe de la séparation de l'État et de l'Église, il affirme aussi que l'État ne peut exercer aucune tutelle sur l'Église. En même temps l'Église doit servir de base et d'appui moral à l'État, et cela d'autant plus que „la

notion du droit est toujours basée sur nos idéaux religieux" et „ce n'est que là qu'on peut compter sur le respect du droit et de la religion qui sert d'appui à l'État".

Rentré en Hongrie, Eötvös poursuit sa carrière dans la vie publique.

À la diète de 1861, il joue, à côté de Deák, un rôle fort important. Dans le gouvernement qui se constitue en 1867 sous la présidence d'Andrássy, Eötvös est placé à la tête du ministère de l'éducation. C'est alors qu'il réussit à mettre en pratique une partie de ces idées, notamment celle de l'égalité en droit du moins partielle, des confessions et celle de la constitution de la loi sur les écoles primaires.

On codifie également l'émancipation des Juifs, dans laquelle Eötvös a joué un rôle fort important.

Son activité politique infatigable finit par miner sa santé et en 1871 il succombe à une longue maladie.

László Szalay (1813—1864) fut un des compagnons d'idées les plus fermes d'Eötvös aussi bien en ce qui concerne son centralisme que le caractère modéré de ses vues.

S'il est nettement progressiste dans les années 1840, il ne l'est guère plus à partir de l'automne 1840, et surtout après 1849.

C'est un excellent juriste qui reconnaît „que la nation est arrivée au seuil d'une époque où les anciens moyens sont devenus inutilisables, où il faut recourir à des moyens nouveaux, afin de voir enfin s'ouvrir l'arche sainte de l'avenir de la nation".

Il insiste sur l'importance de la législation, mais il s'intéresse à la législation civile et pénale plus qu'aux tendances du droit public⁴⁹.

En ce qui concerne l'organisation de l'État, il préconise, à côté du corps législatif, conformément à la théorie de la division du pouvoir, les deux autres corps indiqués par Montesquieu.

Pour ce qui est de la représentation nationale, il n'est point partisan de l'idée d'une extension de celle-ci.

Szalay est certainement une des figures centrales de la vie juridique de l'époque des réformes. Il a largement contribué à l'élaboration de l'idéologie des centralistes et reconnu la nécessité de ramener la pensée politique et juridique sur les bases philosophiques.

Il est ennemi de l'adaptation servile de la philosophie allemande. Il en remarque de nombreuses déficiences de même que le caractère réactionnaire et ne cesse de lutter contre elle.

⁴⁹ A. Csengery: *Magyar Szónokok és államférfiak (Orateurs et hommes d'État hongrois)*, Budapest 1851.

Il rejette cependant aussi la pensée de Kant qui, par la catégorie aprioristique du droit, créa un abîme entre „l'idée et le fait positif”⁵⁰.

De même il repousse la conception de l'école de l'histoire du droit, qui, selon lui, „s'est écartée de la raison”.

C'était au cours de la codification que Szalay fit valoir son point de vue de principe.

Il a eu le grand mérite de conserver les idées de l'époque des lumières et de chercher la philosophie qui, telle une boussole, aide l'homme à avancer de l'idée jusqu'à l'action dans laquelle „la science juridique et la politique peuvent se rencontrer”.

En dépit de ses idées progressistes il s'arrêtait malheureusement bien souvent lorsqu'il s'agissait de mettre ces idées en pratique. Le politicien liait les idées du philosophe, dans les problèmes relevant de la séparation de l'État et de l'Église, dans plus d'une question du droit pénal et du droit de vote des villes.

Confrontant certaines idées de la révolution française et les doctrines politiques et juridiques bourgeoises avec les conditions hongroises, il aboutit en effet au résultat qu'il fallait en quelque sorte adoucir la pointe révolutionnaire des changements apportés par la révolution, ce qui correspondait à ses convictions de réformiste qui entendait résoudre les conflits d'en haut.

Il voulait éviter la révolution et étendre l'égalité en droits (dans l'esprit de la révolution française) sur tout le monde. Cependant par „tout le monde” il entendait uniquement la bourgeoisie avec l'exclusion des masses prolétariennes.

Sa philosophie du droit — comme cela ressort de son étude intitulée *Codificatio* — se nourrissait de la philosophie d'Hegel.

Toutefois il méconnaissait la dialectique d'Hegel en écrivant: „Ceux qui partent de cette idée ne doivent pas appliquer la mesure de leur propres idées aux siècles écoulés; cela signifie que l'idée ne doit pas être située dans un cycle qui ne connaît pas de progrès; cela signifie que le réel n'est pas autre chose que l'incarnation de l'idée”.

Une autre manifestation de l'influence d'Hegel est sa tentative de résoudre l'opposition de l'idée et du réel qu'il veut fondre en une unité.

Il reconnaissait également le rapport du contenu et de la forme. Il déclara à ce propos: „le jour même où nous secouerons les liens qui nous rattachent au passé non point comme à l'histoire, mais comme à un cadavre. nous choisirons des formes initiées par nous, pour atteindre le but commun”.

⁵⁰ Cf. I. Szabó: *op. cit.* L. Szalay: *Codificatio*. Budapesti Szemle 1840, p. 241.

Ainsi, au cours du développement de 1848, il considérait comme une tâche primordiale la réalisation de l'unité de la forme et du contenu, la rédaction des lois correspondant aux nouvelles conditions de vie et la liberté de la presse.

Il attribuait une importance décisive à la réforme de la codification et de la législation.

À côté de la suppression des privilèges de la noblesse, de l'inaliénabilité des biens patrimoniaux, de la corvée et de la dîme, il demande l'élaboration de nouvelles lois conformes à son principe qui veut notamment „que la rédaction de la loi soit a) claire, c'est-à-dire ne comporte rien d'étranger, rien qui ne soit pas loi, qui ne soit l'expression directe de la volonté du législateur; le code justinien, en faisant mention des lois contraires et reprouvés par lui, pêche contre cette règle et les incongruités de cette manière furent déjà blâmées par Bacon, lorsqu'il déclara: *leges non decet esse disputantes sed jubentes*; b) simple, c'est-à-dire éviter tout ce qui désire agir sur l'homme par sa forme (c'est contre cette règle que pêche p.ex. la loi pénale anglaise qui s'efforce d'augmenter la dignité de la sanction ou la clarté de la loi par la répétition fréquente du même mot); c) correcte, c'est-à-dire que la thèse soit donnée sous une forme brève comprenant chaque mot nécessaire et éliminant tout ce qui est superflu; enfin d) il faut s'efforcer de conférer à la loi intérieurement par la vérité, comme extérieurement par le calme et la force un caractère de majesté qui incite l'âme à l'admiration”⁵¹.

En ce qui concerne la structure de l'organisation de l'État, Szalay reconnut le rôle rétractif des comitats, comme en témoigne cette phrase: „Ce qui pour les noms des *nobili* vénitiens fut le livre d'or, est pour l'aristocratie le système de comitat”. L'un et l'autre sont des livres soigneusement reliés, dans lesquels les élus peuvent reposer en toute tranquillité.

En raison de leur caractère conservateur, les comitats pesaient fortement sur la vie publique. Szalay reconnaissait la nécessité de moyens plus modernes, comme le parlement et le gouvernement responsable.

Ces considérations théoriques, auxquelles il avait été amené au cours de ses expériences, devaient faire leur preuve dans la pratique.

Szalay joua un rôle important dans les travaux de la codification du code pénal en 1848, ensuite dans la constitution des cours d'assises et de la réglementation de leur structure et leurs attributions.

Après la révolution, il fut obligé de s'enfuir à l'étranger et mourut sur le chemin du retour à Salzbourg.

⁵¹ Ibid.

IV

Les années 1840 virent se développer de plus en plus nettement l'idéologie de la troisième aile du mouvement de réformes, celle des radicaux plébéiens.

L'époque des réformes fut inaugurée par les réformes de Széchenyi, auxquelles succéda l'activité révolutionnaire de Kossuth, représentant de la noblesse moyenne et de la bourgeoise. À côté de celle-ci, le radicalisme plébéien ne cessa de se fortifier.

En ce qui concerne ses revendications, cette tendance dépassa Kossuth, et en particulier Széchenyi. Ses dirigeants tels que Táncsics, Petöfi, Vasvári, Madarász ne se contentèrent plus des revendications bourgeoises-libérales. Ils nièrent le rôle dirigeant de la noblesse tel qu'il était proclamé par Kossuth. Ils reconnurent que la noblesse ne servait pas ses intérêts, n'assurait pas la liberté et le bien-être des masses du peuple. Dès le début ils avaient exigé la libération des serfs et ceci sans rachat, en alléguant qu'au cours des mille ans la paysannerie avait largement payé en travail le prix de sa liberté. De plus, ils demandaient que la paysannerie fût non seulement libérée, mais dotée également de moyens de subsistance, autrement dit de terres, c'est-à-dire qu'elle fût individuellement et matériellement libre.

Parlant du principe de l'égalité des hommes libres, ils exigeaient la participation égale aux charges publiques, la liquidation de tous les privilèges de la noblesse, la suppression de la neuvaine, de la dîme, du cens, ainsi que l'octroi des droits politiques. Cette dernière revendication était censée assurer la transformation révolutionnaire. En effet, sachant fort bien que la noblesse et même la bourgeoisie qui en partie les appuyait ne consentiraient jamais à satisfaire les revendications radicales qu'ils avaient inscrites dans leur programme, ils tendaient à réaliser la représentation nationale qui permet aux masses plébéiennes de gagner du terrain dans le parlement sous le rapport de la législation et de l'administration publique. La noblesse et la bourgeoisie voulaient notamment exclure ces masses de l'exercice du pouvoir d'État en leur octroyant des droits qui n'assuraient une égalité purement formelle.

Ils le faisaient avec d'autant plus de raison que même l'opposition nobiliaire la plus „de gauche”, avec Kossuth à la tête, ne se montrait guère disposée à instaurer un système représentatif, intégral puisqu'elle considérait la noblesse comme la charpente et la force dirigeante de la nouvelle société, et défendait naturellement les biens et les droits de cette noblesse.

Or, l'aile radicale de gauche s'attaqua même à ceux-ci, demandant le partage d'une partie des terres et même la confiscation des domaines des couches antirévolutionnaires. Il est trop évident que l'opposition

nobiliaire ne pouvait point accepter cette revendication et qu'elle s'efforçait d'entraver l'avènement du système représentatif.

En conséquence des événements qui eurent lieu en mars 1848, les masses populaires dirigées par Petöfi et Táncsics passèrent au premier plan. Malgré la réaction de la cour, c'est grâce à leurs mouvements que la cour et le gouvernement se virent obligés de faire certaines concessions qui devaient servir de base aux événements ultérieurs.

Un signe de cette progression de la gauche fut qu'à la diète de 1848 Mihály Táncsics, fils de serfs, fut délégué à la Chambre des Députés⁵² du parlement.

En ce qui concerne leur conception politique, les radicaux dépassèrent également de beaucoup les revendications de l'opposition nobiliaire, puisqu'ils réclamaient non seulement l'indépendance proclamée par Kossuth. Celle-ci, en fin de compte, n'aurait pas porté atteinte à l'existence de la monarchie. C'était l'indépendance absolue qu'ils réclamaient, la séparation complète d'avec l'Autriche aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique et, ce qui est essentiel, l'abolition de la monarchie et l'avènement de la république. C'est cette république qui, à leur avis, aurait permis de réaliser leurs revendications radicales, c'est-à-dire l'indépendance de l'Autriche et l'instauration du système de représentation nationale, autrement dit l'égalité en droit des masses plébéiennes au point de vue de droit public et de droit privé. C'est elle qui en outre aurait pu servir d'instrument de la dictature des masses, frappant sans merci les forces réactionnaires, anti-révolutionnaires et créant la possibilité du ralliement de la nation entière.

Les manifestations des masses de Pest pour la république effrayèrent la cour de Vienne, tout comme la diète siégeant à Pozsony. „Le mot était grand, plus grand que tout ce qui avait jamais été prononcé en Hongrie”⁵³.

Le mouvement oblige la cour à battre en retraite. Le 7 avril l'empereur accepte l'adresse ayant comme sujet la nomination d'un gouvernement responsable, la diète adopte les lois et le 11 avril, après avoir sanctionné toutes les lois, le roi clôt la diète.

Les masses eurent tôt fait de reconnaître la politique hésitante du gouvernement, politique à laquelle s'applique *mutatis mutandis* la remarque de Marx concernant la république française de février 1848. Marx avait dit: „le plus grand mérite que la jeune république s'attribuait était de n'effrayer personne, au contraire, de vivre sans cesse

⁵² G. Spira: *A magyar forradalom 1848—49-ben (La révolution hongroise en 1848—49)*, Budapest 1959, p. 676.

⁵³ Kossuth emlékkönyv id. mű. (*op. cit.* Mélanges Kossuth).

dans la crainte, d'assurer son existence et de désarmer la résistance par sa débonnairété et son incapacité de résister”.

On proclamait à haute voix à l'adresse des classes privilégiées en deça, et des régimes absolutistes au-delà des frontières que la république était d'un caractère pacifique. Sa devise était: vivre et laisser vivre.

C'est la gauche radicale qui avertit le gouvernement et le parlement que „la révolution, loin d'être achevée, ne commencera fort probablement que d'ici en quelque temps”, de sorte que „si le gouvernement ne s'apprête pas à défendre la patrie, notre liberté, notre constitution ne dureront qu'autant que le bon plaisir de notre ennemi”.

Or son „bon plaisir” ne pourra durer que jusqu'au moment lui semblant propice à restaurer l'ancien régime.

Cependant l'argumentation ne réussit pas à persuader le gouvernement qui ne se rendit compte des desseins astucieux de la politique impériale que lorsque les armées ennemies avaient déjà franchi la frontière du pays. Seul Kossuth avait compris le danger d'une attaque de la cour de Vienne, encore qu'il espérait qu'elle pût être évitée.

Ainsi, lorsque l'événement redouté était survenu, Kossuth obtint, à l'appui des larges masses du peuple, que l'assemblée nationale votât les crédits et qu'une souscription publique pût être ouverte pour couvrir les besoins d'argent et augmenter l'effectif de l'armée.

La gauche radicale avait donc été le représentant le plus conséquent de la révolution et son défenseur le plus dévoué. Elle joua un rôle important dans la création de la *Magna Charta* de la révolution hongroise de 1848—49, charte qui contient, sous une forme quelque peu modérée et abrégée, une partie considérable de ses revendications.

V

L'apparition de l'écrivain et du politicien Mihály Táncsics (1799—1884) marque le début d'une nouvelle époque de l'histoire du peuple hongrois, l'époque dans laquelle le peuple prend conscience de la réalité sociale et commence à envisager les possibilités de la transformation de son existence.

L'activité de Táncsics dans la vie publique y introduisit une nouvelle conception, un ton nouveau⁵⁴. Ses idées étaient souvent exagérées et manquaient de clarté en ce qui concerne les questions de détail, mais elles témoignaient d'une nette prise de conscience.

Conformément à son énergie en plein essor, ses pensées vagabondaient dans tous les domaines de la vie sociale. Il entendait résoudre

⁵⁴ M. Táncsics: *Életpályám (Ma vie)*, Réd. et introd. par J. Czibor, Budapest 1949, p. 463.

tous les problèmes qui surgissaient dans la vie politique et économique, partout il voulait de nouveau, mais partout et toujours son but était de servir le bien public.

Il croyait en ses idées, en son peuple, en sa vocation. Ses idées, toujours rebelles et extrêmes, visaient invariablement à la libération totale du peuple travailleur.

Ces idées, il s'efforçait de les adapter à l'époque et à la situation politique de façon à les rendre le plus efficaces possible.

Essayant de collaborer avec les réformateurs nobles et bourgeois, afin de réaliser ses idées avec leur appui, il se tourna avant tout vers Kossuth. Ce dernier, ce qui était rare, appartenait aux membres de la classe nobiliaire ayant su reconnaître la situation du peuple opprimé et les aspirations des serfs.

Quant à la libération des serfs et la représentation nationale, Tánscics avança plus que Kossuth. C'était néanmoins en lui qu'il croyait avoir trouvé l'homme qui le comprenait le mieux.

Il ne se trompait point, car lorsque le gouvernement avait procédé à son arrestation, c'était Kossuth qui l'aida à s'enfuir. Par reconnaissance Tánscics lui dédia son ouvrage intitulé *Livre du peuple* où il écrivait: „Tu seras élu député de l'assemblée nationale où tu auras l'occasion de te faire l'écho de la voix de tes frères paysans et de prendre le peuple tracassé sous ta protection”.

Cependant Kossuth ne réalisa cette prophétie qu'en partie, puisqu'il n'avait pas réellement compris les revendications du peuple et de ce fait ne put point lutter pour elles.

C'est Tánscics qui non seulement comprit ces idées, mais sacrifia sa santé et sa vie pour leur réalisation. Il exigea la liquidation, sans rachat, du servage, la libération complète des paysans, libération qui signifie la liberté économique, c'est-à-dire n'implique pas la privation des serfs de leurs moyens de production. Il voulait que la paysannerie soit dotée de terres. Comme il envisageait le problème agraire du point de vue des paysans — petits producteurs de marchandises, il approuvait l'existence de la propriété privée, et bien qu'engagé dans la voie révolutionnaire, il n'arriva jamais à l'idée de la suppression de la propriété privée.

De même, au début, n'avait-il pas envisagé le partage des terres, ce n'est qu'en 1848 qu'il aboutit à la conclusion que les grandes propriétés devaient être réparties⁵⁵.

⁵⁵ M. Tánscics: *Ceglédi levelek (Lettres de Cegléd)*, Introd. par D. Nagy. Ceglédi Muzeum, Cegléd 1957, pp. 16—19.

Il ne se contentait pas de la simple émancipation des serfs, mais cherchait les moyens de la parachever: „toute espèce de rapport censuel doit être liquidée, ... il est donc désirable que:

a) la dîme du vin, de même que les autres dîmes et corvées soient abolies;

b) toute espèce de droit régalien et affermage seigneurial soit supprimée, les anciens affermages passent dans la possession des communes et que chaque seigneur terrien en bénéficie comme citoyen;

c) tous les accommodements censiers et contractuels témoignant de rapports de servage soient supprimés; c'est le pays qui doit assurer l'indemnisation;

d) que seuls ceux aient droit à cette indemnisation, dont le revenu consiste uniquement de la dîme et de la corvée, par contre — ceux qui en outre possèdent un revenu annuel, par exemple de trois mille florins au moins, ne reçoivent aucune indemnisation;

e) que les pâturages et les champs que dans les derniers 20 ans les propriétaires fonciers ou leur intendants avaient enlevés aux communes par la violence, la force armée, des menaces, des fraudes ou sous n'importe quel prétexte soient incontinent rendus; — à cette fin des juges doivent être élus par l'ensemble du peuple électeur dans chaque circonscription (où cela semble nécessaire);

f) que les terres des rebelles qui se sont soulevés contre la patrie soient partout et toujours attribuées aux salariés agricoles et vaillants soldats volontaires hongrois”.

En septembre 1848 Táncsics renonça provisoirement à ses revendications, reconnaissant que la tâche primordiale était de créer l'unité nationale. Il invitait les masses à oublier leur colère et leur indignation et à se consacrer avant tout à la défense de la patrie et à la conquête de l'indépendance nationale.

La condition première de la liberté et de l'égalité est, à son avis, l'État hongrois indépendant, un État qui, en tant qu'incarnation de la souveraineté du peuple, n'est plus la monarchie, mais la république. La république, telle qu'il la conçoit, est le règne du peuple, basé sur la représentation nationale, la dictature du peuple. Elle unirait les différentes nations et nationalités vivant sur le territoire de la Hongrie.

L'idée qu'il se fait de la république, n'est pas absolument nette, puisqu'il parle soit de république soit de monarchie dans laquelle le monarque serait le président de la république. Il dit: „Moi, je construis le trône tout autrement, il sera plus bas, avec une base plus large de sorte qu'il ne puisse pas s'écrouler, mais en général, il ne sera pas trop mis en évidence et ne se distinguera que peu des fauteuils”.

Il fait profession de foi de la souveraineté du peuple lorsqu'il dit que le peuple est libre et que ce n'est pas le souverain qui accorde les droits au peuple, car c'est grâce à l'existence même du peuple qu'il en dispose.

La conception reflète aussi certains influences du droit naturel, notamment là, où, à propos de la liberté, il analyse les droit fondamentaux de l'homme. Il relève la liberté de la parole et de la presse, ainsi que celle de la communication des idées, et, en remontant aux premières revendications du droit naturel, il constate que le peuple a le droit de se retourner contre le souverain cruel et tyrannique. D'autre part le peuple, arrivé au pouvoir, a aussi le droit d'exercer la dictature sur ses ennemis, et même de leur ôter la vie.

Dans l'État qu'il imagine il fait valoir certains principes communistes, qui cependant manquent de tout fondement scientifique et reflètent plutôt les influences du socialisme utopique français.

Táncsics, tout en faisant quelques vagues pas dans la direction de l'idée de biens communautaires, est néanmoins fort éloigné de la propriété sociale telle qu'elle est interprétée par le socialisme scientifique. Si, d'une part, il propose que les terres enlevées aux traîtres et ennemis du peuple soient transformées en propriétés communautaires dont le propriétaire terrien peut également bénéficier, d'autre part, il admet, qu'au-dessous d'un certain maximum (2000 arpents) les terres restent en possession privée.

N'ayant pas reconnu et interprété correctement le rôle historique de ca classe ouvrière et du prolétariat, il s'appuie en premier lieu sur la paysannerie, bien qu'il lutte aussi pour les intérêts de la classe ouvrière.

Il ne peut pas concevoir l'égalité absolue, car il dit que la société bourgeoise est dominée par l'idée de l'abolition des classes séparées, par celle de l'égalisation universelle.

L'égalité complète et l'existence d'une classe ayant le moindre privilège sont incompatibles: si les classes privilégiées existent, il n'y a point d'égalité et, au contraire, s'il y a l'égalité, elle exclut toute espèce de classe privilégiée.

Si Táncsics n'arrive pas à se former une image de la société sans classes, c'est que l'idée de l'absence de la propriété privée lui semble étrangère.

Dans les dernières années de sa vie il prend contact avec le mouvement ouvrier venant de s'organiser. Pourtant il n'en reconnaît pas l'importance, il ne comprend pas que c'est l'alliance de le classe ouvrière et de la paysannerie qui seule soit capable de créer une société sans

classes, qui ne connaît pas de classe privilégiée et dans laquelle règne l'égalité parfaite.

Ses idées et ses objectifs politiques sont réunis dans son ouvrage intitulé *Révolution*.

Ses idées ont dépassé les résultats obtenus en 1848, et, comme il le constate dans son roman biographique (*Ma vie*), la réalisation de ses idées est léguée à des générations plus énergiques et plus éclairées.

En résumant la vie et l'activité de Táncsics, il semble certain qu'il fut un des représentants les plus éminents des aspirations du peuple hongrois ayant reconnu l'appel de son époque et ayant lutté sans jamais penser à soi-même.

On ne peut guère lui reprocher les déficiences et les lacunes de ses idées, car il devait créer du néant et ceux de qui il aurait pu apprendre, étaient plus regressifs que lui. C'est ce qui, à côté des conditions de classe insuffisamment développées dans son pays, explique les contradictions, les inconséquences de ses pensées; elles n'en doivent pas moins être considérées comme des erreurs positives, car ce qui compte c'est l'intention avec laquelle cet enfant de serfs devenu instituteur a révélé au peuple que „la parole du peuple est la parole de Dieu”.

STRESZCZENIE

Autor przedstawia w sposób systematyczny, trzymając się kolejności chronologicznej, węgierską myśl polityczną do czasu rewolucji 1848. Jej początki sięgają wieku XV. Na tle innych europejskich doktryn węgierską myśl polityczną znamionuje silny związek z praktyką ustrojową, a zwłaszcza z konkretną sytuacją polityczną.

Konieczność obrony przed groźbą najazdów tureckich i przeciwstawiania się ekspansji Habsburgów — oto dwa główne momenty formujące węgierską doktrynę. O ile wobec Turków istniała jednolita praktyka i pogląd o konieczności walki wzmacniającej więź narodową, o tyle wobec Habsburgów klasy rządzące na przemian uciekają się bądź do idei powstania narodowego, bądź do kompromisu.

Oba elementy występują wyraźnie już w koncepcji politycznej Macieja Korwina (1440—1490). W XVII wieku do idei walki z Turkami i obrony przed Habsburgami dochodzi nowa — starcie się poglądów reformacji z kontreformacją. W tymże XVII wieku Węgry otrzymują pierwszą syntezę myśli politycznej, której twórcą jest poeta i ban Krocji — Miklos Zrinyi. Silne akcenty moralne, społeczne i narodowe w połączeniu z działalnością polityczną Miklosa Zrinyiego kwalifikują jego doktrynę jako postępową a nawet rewolucyjną dla ówczesnych czasów.

Na przełomie wieku XVII i XVIII Ferenc Rakoczy kontynuuje ostrożnie myśl Zrinyiego pozostając równocześnie pod wpływem instytucji politycznych Polski. W XVIII wieku Ignac Martinovics pod wpływem Rewolucji Francuskiej wprowadza do myślenia politycznego elementy racjonalne, egalitarne i republikańskie.

W pierwszej połowie XIX wieku w węgierskiej doktrynie politycznej wysuwa się problem uwłaszczenia chłopów. Wiąże się to z zachodzącymi przemianami gospodarczymi i buntami agrarnymi. Rzecznikiem umiarkowanych koncesji na rzecz chłopów był Ferenc Kőlcsey. Kontynuatorem reform zaprojektowanych przez Kőlcsego był Lajos Kossuth. Natomiast Istvan Szechenyi reprezentuje pogląd, że niezależność gospodarcza warunkuje niezależność polityczną. Jego działalność gospodarcza i teoretyczna przyspieszyła rozwój kapitalizmu na Węgrzech. Rzecznikiem interesów średniej szlachty i burżuazji był również wódz rewolucji 1848 r. na Węgrzech — Lajos Kossuth. Był on przede wszystkim działaczem politycznym, którego działalność inspirowała idea niezależności narodowej. W koncepcjach ustrojowych wypowiadał się za monarchią konstytucyjną, przeciwstawiając się jednocześnie idei scentralizowanego państwa, której rzecznikiem był Szechenyi.

Konserwatywno-liberalny pogląd reprezentował w tym czasie związany z kołami wielkiej arystokracji Józef Eötvös. W jego obszernej twórczości może najsilniej odbijają się sprzeczne wpływy epoki.

Współpracownikiem Eötvösa był wybitny prawnik László Szalay, który podjął myśl wielkiej kodyfikacji prawa węgierskiego. Na ten okres przypada wreszcie formowanie się nurtu radykalno-plebejskiego w doktrynie węgierskiej. Z tym kierunkiem przede wszystkim związani są Tancsics, Petöfi, Vasvari, Madarasz. Żądali oni nie tylko uwłaszczenia chłopów, ale domagali się obalenia monarchii i zastąpienia jej rządami republikańskimi. Oni pierwsi dostrzegli w ludzie główną siłę przemian ustrojowych i społecznych. Myśl tę lapidarnie formułuje Tancsics, twierdząc że „słowo ludu jest słowem Boga”.

РЕЗЮМЕ

Автор рассматривает в хронологическом порядке развитие венгерской политической мысли до революции 1848 г. Её начала относятся к XV веку. Среди других европейских доктрин венгерская политическая мысль выделяется сильными связями с государственной практикой и особенно с конкретным политическим положением. Главные факторы, влиявшие на формирование венгерской политической доктрины, — это необходимость защиты от угрозы турецких на-

шествий, а также необходимость сопротивления экспансии Габсбургов.

По отношению к туркам существовала однородная практика и взгляды, признающие необходимость борьбы, укрепляющей национальные связи. В отличие от этого по отношению к туркам господствующие классы прибегали то к идеям национального восстания, то к компромиссам.

Указанные элементы выступали уже отчетливо в политической концепции Матвея Корвина (1440—1490). В XVII в. к идеям борьбы с турками и защиты Габсбургов присоединяется новая идея, связанная с борьбой реформации с контрреформацией. Также в XVII в. в Венгрии возникает первый синтез политической мысли, создателем которого был поэт и бан Кroatии Miklos Zrinyi.

Политическая деятельность Miklosa Zrinyi, а также содержащиеся в его доктрине сильные моральные, общественные и национальные акценты позволяют определить её как прогрессивную и даже революционную для того времени.

В конце XVII и в начале XVIII века продолжателем идей Zrinyi являлся Ferenc Rakoczy, который находился одновременно под влиянием политических идей Польши. В XVIII в. Ignac Martinovics вводит в политическое мышление под влиянием французской революции рационалистическое, эгалитарные и республиканские элементы.

В первой половине XIX века в связи с происходящими изменениями в области экономики и крестьянскими бунтами в венгерской политической мысли возникает проблема раскрепощения крестьян. Сторонником умеренных уступок крестьянам был Ferenc Kölcsey. Продолжателем проектированных им реформ был Lajos Kossuth. В то же время Istvan Szechenyi считал, что экономическая независимость определяет политическую независимость. Это хозяйственная и политическая деятельность способствовали ускорению развития капитализма в Венгрии.

Сторонником интересов среднего дворянства и буржуазии был также вождь революции 1848 г. в Венгрии Lajos Kossuth. Это был прежде всего политический деятель, который вдохновлялся идеей национальной независимости. В вопросах государственного устройства он высказывался за конституционную монархию и выступал против идей центрального государства, сторонником которой был Szechenyi.

Представителем консервативно-либеральных взглядов был в это время Józef Eötvös, связанный с крупной аристократией. В его обширном творчестве наиболее сильно отражались противоречивые

влияния эпохи. Сотрудником Eötvösa был выдающийся юрист Laszlo Szalay, который поставил вопрос о кодификации венгерского права. Наконец в это время формировалось радикально-плебейское течение в венгерской политической мысли. К этому течению принадлежали Tancsics, Petöfi, Vasvari, Madarasz. Они требовали не только раскрепощения крестьян, но также ликвидации монархии и замены её республиканским строем. Они первые считали, что главной силой в общественных и политических преобразованиях является народ. Эту мысль коротко сформулировал Tancsics, утверждая, что „слово народа есть словом Бога”.

